

# HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,  
cet hebdomadaire est édité  
par la société  
Haïti-Observateur Group, Inc.  
[www.haiti-observateur.ca](http://www.haiti-observateur.ca)  
Haïti-Observateur  
P.O. Box 356237  
Briarwood, NY 11435-6235  
Tél. (718) 812-2820  
[haiti\\_observateur@yahoo.com](mailto:haiti_observateur@yahoo.com)  
New York: \$1,00  
Partout ailleurs : 1,50 \$  
Haïti: 20 gourdes  
Tél. (718) 812-2820

VOL. LIII, No. 23 New York : tél. : (718) 812-2820 ; • Montreal (514) 321-6434 ; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 18 - 25 septembre 2024

ENTRÉ EN COLLISION AVEC UN VÉHICULE EN STATIONNEMENT

## Explosion à Miragoâne d'un camion-citerne : Plus de 25 morts, au moins 40 blessés... Peut-être la plus grande catastrophe de l'histoire

Par Léo Joseph

Un accident effroyable s'est produit à Miragoâne, dans le département des Nippes, le week-end dernier, dont le bilan s'est révélé une catastrophe, en termes de dégâts matériels, mais surtout en pertes de vies humaines et de blessés. L'effroyable événement,

tel qu'on n'a jamais constaté en Haïti, auparavant, a mobilisé le gouvernement intérimaire, dont le Premier ministre a fait le déplacement pour se retrouver sur le site de l'accident, en guise de solidarité envers les victimes, leurs familles et la ville de Miragoâne.

Le camion-citerne, qui transportait de l'essence, dont la desti-

nation n'a pas été indiquée, revenait vraisemblablement de la capitale vers une destination, qui n'a pas été non plus documentée, s'est immobilisé sur la Route nationale numéro 2. Car il venait de heurter un autre véhicule qui, en panne, se trouvait en stationnement.

Une fuite s'était déclarée, à la

suite de l'accident, et la gazoline coulait à flot sur la chaussée, une scène qui attirait des dizaines de

personnes venues s'approvisionner, après avoir chassé le conducteur, qui était sorti indemne de l'accident, et qui tentait d'empêcher le pillage du précieux liqui-



Immobilisé, suite à une collision, le camion citerne a pris feu, au moment où une foule s'approvisionnait en essence qui s'échappait.

personnes venues s'approvisionner, après avoir chassé le conduc-

teur. Il a dû quitter les lieux rapide-

Suite en page 2

EMPÊTRÉ SUR LE TERRAIN, LA MMAS DANS LA TOURMENTE

## Le déploiement des militaires du Bénin en doute...

Initiative pour changer le statut de la mission kenyane ou rappeler la FADH ?

Par Léo Joseph

Le vieux dicton créole dit : « Pa chanje bèt ou sou li nan mitan rivyè » (« Ne changez pas de monture au milieu de la rivière »). C'est précisément le projet dans lequel s'est embarquée l'administration Biden-Harris : changer le statut de la « Mission multinatio-

de faire marche arrière par rapport à sa promesse initiale. Tout cela complique la situation sécuritaire haïtienne, la MMAS, pour des raisons extrêmement graves se trouve dans l'incapacité d'afficher sa capacité à remplir sa mission : encadrer la Police nationale d'Haïti dans son effort d'éliminer les gangs armés, qui continuent

kenyane n'y est pas allé avec le dos de la cuillère, dans ses récriminations. Selon lui, les autorités béninoises n'ont aucune intention de mobiliser leurs militaires dans les présentes conditions, avec une mission multinationale placée sous la direction d'un policier. Il laisse croire que cette question a été déjà débattue et que ceux qui



Secrétaire d'État Antony Blinken, le pilote de la politique haïtienne

nale d'appui à la sécurité » (MMAS), en Haïti. Cette stratégie semble viser à sauver les meubles. Car, déjà au bord de l'insolvabilité, le fonds destiné à son financement, contrôlé par l'ONU, manquant de contributeurs, le Bénin, nation africaine engagée à déployer le plus grand nombre de militaires, soit plus de 1 500 à 2 000, ne cache pas son désenchantement de la présente organisation de cette mission. Son mécontentement fait planer une menace



Godfrey Otunge, commandant en chef de la MMAS.

d'imposer leur loi, en dépit de la présence de près de 400 policiers kenyans sur le sol haïtien.

En effet, cette dernière mauvaise nouvelle concernant la MMAS est venue du ministre béninois des Affaires étrangères, Shegun Adjadi Bakari, faisant état de l'objection de son gouvernement à déployer ses militaires sous l'égide d'un policier du Kenya. Dans une interview accordée au quotidien floridien, *The Miami Herald*, le chef de la diplomatie



Garry Conille, Premier ministre intérimaire d'Haïti.

ont décidé de la formation de la mission, puis du déploiement de la MMAS, connaissent bien la position de son pays à cet égard.

Si M. Bakari a déclaré en changeant l'engagement du Bénin à contribuer des soldats à la mission multinationale, dans le cadre de son déploiement en Haïti, pour venir en aide aux forces de sécurité haïtiennes, la pomme de discorde, par rapport à cette contri-

Suite en page 3

## HAPPENINGS!

FROM THE DESK OF RAY JOSEPH

### The fallout of the calumny against Haitian migrants

Since early this month, when Haitian migrants in Springfield, Ohio, who were maligned, accused of eating cats and dogs, and chopping the heads of ducks and geese, disappearing with them, Haitians all over in America have felt the humiliation. Then on September 9, JD Vance, senator from Ohio, chosen by former President Donald Trump as his vice-presidential running mate, officialized the lies, by repeating them, without any confirmation. I knew then that the attack on the Haitian migrants was concocted for political gains. But, the next day (September 10,) when Republican presidential candidate Donald Trump, at his debate with Kamala Harris, began chanting, "They're eating the dogs, they're eating the cats" in Springfield,

Ohio, I was convinced that this hullabaloo was a campaign the me, secretly discussed, to use the Haitians as examples of the "immigrant criminals" that the Biden-Harris administration welcomed to America and that Trump already said he would be deporting in mass when he assume the presidency.

And we've been witnessing the fallout of the hate officially spewed by a candidate for the highest office in the land. Indeed, he's shown his propensity for violence in the pursuit of power, the best example of which was the terrorist attack by his cultists, on January 6, 2021, of the Capitol in Washington, to nullify the victory, at the polls, of Joseph "Joe"

Continued to page 7



# ENTRÉ EN COLLISION AVEC UN VÉHICULE EN STATIONNEMENT

## Explosion à Miragoâne d'un camion-citerne : Plus de 25 morts, au moins 40 blessés... Peut-être la plus grande catastrophe de l'histoire

Suite de la page 1

ement, car la foule attroupée ne voulait pas rater l'occasion de remplir leurs récipients sans verser un sou.

Sur ces entrefaites, s'est produite une explosion, qui a vite pris l'allure d'un brasier, enflammant quasiment toute la zone. L'endroit où s'est produite cette explosion, suivie d'un immense incendie, ressemble à une zone de guerre. Voilà pourquoi les pertes sont si importantes.

### Le Premier ministre était là quelques heures après

Les autorités intérimaires se sont mobilisées presque immédiatement, pour s'assurer que les blessés aient accès aux soins que nécessitaient leurs conditions. Le conseiller présidentiel Leslie Voltaire avait, sans tarder, une conversation en ce sens avec les autres membres du CPT, et le Premier ministre Conille avait pu trouver un hélicoptère des

Nations Unies pour effectuer le voyage vers Miragoâne. Après s'être entretenu avec les autorités locales pour leur communiquer des mots d'ordre selon lesquels tout devait être mis en œuvre pour apporter aux victimes tous les soins qu'elles pouvaient donner à leur niveau.

Accompagné de son équipe M. Conille a visité les victimes, dont les conditions témoignent de l'intensité des flammes, qui ont ravagé la zone, et il a vu, de ses propres yeux, l'intensité du brasier. De toute évidence, cet accident, somme toute, dévastateur, a plongé toute la communauté miragoanaise dans la consternation, et la présence du chef du gouvernement a parmi de leur apporter un réconfort inespéré. Surtout en raison du nombre des victimes.

En effet, recensé à environ 17 morts au moment de la visite, Garry Conille, qui ramenait avec lui, dans l'hélicoptère, qui l'avait amené, neuf des victimes dont le cas était jugé extrêmement grave, le nombre de morts était passé à plus de 27, tandis que le nombre

de blessés, initialement fixé à une quarantaine, était réévalué à la hausse pour atteindre 47. Vu la gravité des brûlures essayées par les blessés, le nombre de décès pourrait être réévalué encore à la hausse.

### Message de consolation du conseiller-président Leslie Voltaire

S'adressant aux personnes réunies à cette occasion Garry Conille a apporté un message de consolation et de solidarité aux parents des victimes, en particulier, ainsi qu'aux Miragoanais en général., se disant profondément touché par les scènes exprimant la douleur qu'ont connues les victimes et la peine profonde endurée par les parents et les citoyens.

D'autre part, le message du conseiller présidentiel Leslie Voltaire adressé aux parents des victimes, en particulier, et aux Miragoanais, en général, est jugé des plus réconfortant. Voici les propos qu'il a adressé à cette communauté, dans le message qu'il a écrit :

« C'est avec une profonde tristesse et une immense émotion que j'ai appris la tragique explosion d'un camion-citerne à Miragoâne. Mes pensées vont aux familles et aux proches de nos frères et sœurs arrachés à la vie dans ce drame. Je partage de tout cœur la douleur des blessés et le deuil qui étreint cette ville meurtrie. En ces heures d'une gravité exceptionnelle, j'ai demandé au gouvernement de mobiliser toutes les institutions concernées afin de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour venir en aide aux victimes ».

### Les victimes étaient venues piquer de l'essence

Cette explosion, qui a plongé plusieurs familles dans le deuil, a comme piégés les victimes qui, selon des témoins, étaient en train de s'approvisionner en essence, profitant de la fuite qui avait été causée par la rupture du tank, qui permettait à l'essence de déverser sur la chaussée.

Armés de récipients de bidons

et d'autres récipients hétéroclites, une foule, dont certains venus de loin, est venu se servir à qui mieux-mieux. C'est donc au moment de remplir leurs contenants que c'est produite l'explosion provoquant une flamme immense, qui s'est vite multipliée en une multitude d'incendies ne laissant aucune chance aux victimes de se sauver.

Plusieurs des victimes, dont le nombre aurait été porté à quinze, ont succombé sur le champ. D'autres ont été allongées sur des draps étendus sur le sol, car ne pouvant pas s'asseoir.

Plusieurs véhicules, qui étaient garés sur la Route nationale, ont été brûlés, de même que des maisons se trouvant à plusieurs mètres de l'endroit où se trouvait le tanker. Le bilan des dégâts matériels sera aussi élevé. A cet égard, de nombreuses familles sont doublement victimes : des bien-aimés morts et des biens matériels détruits par le feu.

L.J.





# LE COIN DE L'HISTOIRE

## Comment Vincent dirigeait l'économie haïtienne

Suite de la page 1

Par Charles Dupuy

Selon le président Vincent, la République d'Haïti, ne disposant ni de ressources ni de moyens financiers capables de la transformer en un pays industrialisé, l'Haïtien, pour prospérer, n'avait le choix qu'entre l'agriculture et le commerce. Pour Vincent, en effet, jamais il n'y aura en Haïti de grands capitaines d'industrie ni non plus de véritable classe ouvrière. Voici d'ailleurs comment il soutenait cette thèse dans la circulaire du 26 juin 1937 qu'il adressait à ses préfets :

« L'agriculture constitue l'unique source véritable de notre richesse publique [...]. Haïti n'existe et ne subsiste que par son agriculture [...] C'est dans la terre, facteur fondamental de notre économie, que se trouve tout le capital de la nation ». (1) D'après Vincent, s'il n'exerce une profession libérale, avocat, notaire, pharmacien ou médecin, l'Haïtien ne peut aspirer qu'à devenir petit commerçant, artisan ou agriculteur, les seules voies de l'aisance et de la promotion sociale. De plus, afin de bien montrer aux masses paysannes, les bonnes dispositions de son administration à leur endroit, il fera voter sa loi du 19 janvier 1934 sur le « bien rural de famille ». Cette loi (une copie conforme de la loi agraire du 26 février 1883 de Salomon) donnait à tout citoyen, de l'un ou l'autre sexe, âgé d'au moins vingt-et-un ans, le droit de réclamer la propriété d'une portion du domaine privé de l'État n'excédant pas cinq hectares et qu'il aura entretenu en bon rap-

port de culture pendant au moins deux ans. Cette législation visait à faciliter l'accès à la propriété aux paysans intéressés à se constituer un patrimoine et à le faire fructifier.

Un an plus tard, soit le 16 octobre 1935, *Le Moniteur* publiait un décret-loi prohibant le commerce de détail aux étrangers et aux Haïtiens naturalisés. Vincent voulait ainsi favoriser les petits épargnants des classes moyennes désirant se lancer dans les affaires. Comme à l'époque le commerce de détail était envahi par la colonie Syro-libanaise, Vincent déclara que les Arabes colonisaient le pays de l'intérieur, accaparaient indûment le commerce de détail et voulut réserver cette lucrative occupation uniquement aux Haïtiens de bonne souche. Convaincu d'agir dans l'intérêt général et du bien public, Vincent considérait son décret-loi sur le commerce de détail comme un acte de justice distributive, puisqu'il donnait au citoyen haïtien l'opportunité de devenir son propre patron. Il cherchait ainsi à satisfaire une certaine clientèle, visait à contenir sa base sociale, à gagner les classes intermédiaires en se montrant sensible à leurs aspirations. Notons que, si Vincent veut contrôler le commerce de détail, en revanche, il doit abandonner les restrictions à l'importation du commerce en gros. En fait, il veut plaire à tout le monde, aux détaillants comme aux grossistes. Cette fameuse « Loi du détail », tellement vantée par la propagande gouvernementale, ne sera pas moins jugée xénophobe et démagogique par l'opposition et se révélera finalement inopérante, puisque les Syro-libanais

parviendront à la contourner et continueront à prospérer de plus belle, tout comme auparavant.

Rappelons qu'en 1933, les effets de la grande dépression américaine atteignaient de plein fouet l'économie haïtienne. À cela il faut ajouter la décroissance constante des recettes à l'exportation, à cause de la baisse des cours du cacao et du café. Le retard économique du pays semblait tout à fait désespérant. Le gouvernement procéda alors à la révocation massive des employés publics, réduisit leur salaire de 20 %, augmenta les taxes, sabra dans les dépenses de l'État, et puis, finalement, afin de trouver une solution à la crise, Vincent convoqua, au Palais, les membres de la Chambre de commerce. Cette consultation visait à examiner les grands défis sociaux du moment, à évaluer les enjeux, à alimenter la réflexion, et puis, surtout, à élaborer un plan directeur d'action économique. Il s'agissait d'équilibrer les dépenses aux recettes, d'examiner la situation financière et trouver, si possible, les moyens de la consolider. Comme, à cette époque, le dollar américain donnait des signes de fléchissement sur les marchés, la signature de la convention de 1919, liant la monnaie haïtienne au dollar américain, se révélait comme une sorte de catastrophe pour la gourde, laquelle plongeait en même temps que le dollar, qui subissait alors les plus sévères décotés.

Le jeune ministre des Finances, Lucien Hibbert, docteur en sciences mathématiques de Paris, économiste au monétarisme doctrinaire et reconnu comme l'un des experts les plus brillants de l'époque, soutient, devant cette assemblée, composée du gratin in-

dustriel et financier de Port-au-Prince, que la convention de 1919 n'était rien moins que ruineuse pour l'économie du pays qu'elle affectait d'autant plus, qu'à l'entendre, toute véritable monnaie doit reposer sur une base métallique, l'étalon or de préférence, alors que la gourde s'appuyait sur une monnaie de papier, un dollar déprécié. Hibbert apporta en preuve le cas de la France, qui achetait le greenback à 16 francs, alors qu'elle payait 42 francs pour le dollar-or. Il ne cacha d'ailleurs pas sa perplexité devant les rumeurs qui voulaient, en cette époque, où toutes les nations du monde emmagasinaient de l'or, que la Banque nationale se livrât, de son côté, à l'exportation du peu de métal jaune dont disposait Haïti. Comprenez bien qu'on était en 1933, c'était donc avant la Deuxième Guerre mondiale, avant les fameux accords de Bretton-Woods, ce système financier qui fera du dollar américain la monnaie de réserve internationale, celle des échanges commerciaux à travers le monde.

Peu après, c'est en compagnie de Lucien Hibbert (2) que Vincent se rendait à Washington, afin de rencontrer le président Franklin D. Roosevelt, pour parler de finance et d'économie. Rien de concret ne devait toutefois sortir de cette rencontre, si bien que Vincent ne voulut faire aucune déclaration aux journalistes venus l'interroger à sa descente de l'hydravion, lors de son retour à Port-au-Prince. En un mot, Vincent retournait les mains vides en Haïti.

L'économie haïtienne ne reprendra du mieux et ne tournera à plein régime qu'à l'arrivée de la J.G. White chargée de réaliser un

vaste programme de modernisation des infrastructures agricoles, et puis surtout après la signature des contrats de la Standard Fruit. En effet, les exportations de la figue-banane allaient ranimer les campagnes haïtiennes, renflouer les caisses de l'État, enrichir les petits producteurs agricoles, favoriser le commerce et l'industrie, bref, relancer la croissance et sortir l'économie du marasme (3). Si Vincent a pu parer au pire de la situation économique, qui menaçait son gouvernement, ce sera surtout grâce à la figue-banane, dont le volume des exportations augmentait alors année après année. C'est à ce moment d'ailleurs qu'apparaîtront certains signes tangibles d'amélioration du niveau de vie général de la population, comme la construction de quelques quartiers cossus, dans les hauteurs de Port-au-Prince, la hausse des importations des biens de luxe, l'élargissement du parc automobile, l'expansion du réseau téléphonique, tandis que le montant des dépôts des particuliers dans leurs comptes de banque atteignait alors de nouveaux sommets.

(1) Cela fait penser au slogan du candidat Louis Déjoie, lors de la campagne présidentielle de 1957 : « La politique de la terre, la seule, la vraie ! »

(2) Lucien Hibbert allait éblouir Sumner Welles, le sous-secrétaire d'État chargé des Affaires latino-américaines, qui reconnut en lui le plus brillant fonctionnaire étranger qu'il aura eu l'occasion de rencontrer, au cours de sa carrière.

(3) La figue-banane disparaîtra, hélas, sous la présidence d'Estimé, après le tristement fameux « scandale de la figue-banane », mais ceci est une autre histoire...

Mon dernier livre, *Une histoire populaire d'Haïti*, est maintenant disponible sur Amazon.

## EMPÊTRÉ SUR LE TERRAIN, LA MMAS DANS LA TOURMENTE

### Le déploiement des militaires du Bénin en doute...

### Initiative pour changer le statut de

### la mission kenyane ou remembrer la FAdH ?

Suite de la page 1

tribution, reste le leadership de celle-ci. Selon la position de son

gouvernement, soulignée dès le début, les représentants de son pays avaient bel et bien souligné l'objection du Bénin, en ce qui concerne le rôle de leadership

confiée à un policier du Kenya.

Répondant aux questions du *Miami Herald*, le chancelier du Bénin a déclaré : « Notre position et notre engagement n'ont pas

changé : aider Haïti ». Et il en chaîne avec ces paroles : « Mais, au départ, nous avons dit clairement que Haïti a besoin, non une mission policière, mais plutôt militaire, pour lutter contre les gangs, rétablir la sécurité et la stabilité dans le pays, condition préalable à la tenue d'élections ».

Shegun Adjadi Bakari a souligné, par ailleurs, que les recruteurs de troupes appelées à composer la mission sécuritaire en Haïti ont récemment contacté les autorités du Bénin pour deman-

der s'il était possible d'envoyer ses troupes immédiatement pour faire partie de cette force internationale. « Nous avons répondu », dit-il : « Oui. Mais vous ne pouvez pas demander aux militaires d'évoluer sous la direction de policiers ». Aussi a-t-il souligné encore : « Cela ne s'est jamais produit, nous leur avons dit » : « Nous ne pouvons pas envoyer nos militaires en Haïti pour être dirigés par des policiers originaires du

## HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : [haiti-observateur.ca](http://haiti-observateur.ca)

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Suite en page 9



# DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

## De la Vague poétique des St-Kauss aux Béatitudes de St-John

### *De Kauss et Kauss, le saint des frères Kauss*

Par Dan Albertini

Entre (), les blanchisseries chinoises depuis l'aube du cowboy dans la construction de la ville. Mémoire de bâtisseurs, l'Amérique du parieur bien ingrate. Negare mendax par Le retour de Sabata (Lee Van Cleef) sur les toits de la scène du FBI, le 13 juillet, tel le film de l'Ouest cowboy. L'Ouest reste sauvage en objectif. L'or l'argent du peuple pour dominer à coups de cts sans café sur un an de portefeuille. 2024-08-30, devine qui vient dîner ce soir-midi ? L'autre qui, imiter pour singer dans le déni avec les 100 hontes % de taxes sur les VÉC pour tenter d'imposer la mascarade-2035 du Qué bec par les bienfaits et bénéfices des gaz d'Air Transat. Tous, ils oublient, nient que le test de la COVID du Québec par le Canada est fabriqué sur demande en Chine, comme le nouveau dans le système, est fabriqué en Corée. Ignare et illogisme, fermons-les ().

**Y a-t-il eu diplomatie réelle, dans la vie des St-Kauss, à vouloir, a priori, en faire de la série sur Kauss et Kauss ? Si oui, que sont les lieux ?**

**Oui. Déjà dans la symétrie des tunnels de la SEDREN (Miragôane), lieu fixé par St-Valentin dans la soutenance de sa thèse, l'asymétrie de l'or pèse sur la bauxite.**

Je les ai cités au pas du XVII<sup>e</sup> apôtre, qui innove le XIV<sup>e</sup> (Castro) dans la série élaborée où il décore : politique, poésie, diplomatie, art de la guerre, victoire. Bref, l'image qui domine, allant chercher de gros égos tels : J. Des Rosiers, G. Debord, G. Cesbron...etc., au milieu du gentilé plutôt magnanime : L.P.

Joseph, et de ce fait j'ai cité John Nelson, malgré les ambitions du *surpluréalisme* en incantatoire de Kauss en Kauss, par les bons offices de St-Valentin. *Je ne forge pas de RI ici, la suite fait foi.*

D'autre part, Kauss vient de Strauss, me confie St-Valentin, et en son âme d'ingénieur, il est tino. Il confirme que St-John vient de Saint-John Perse, in TÀ RÂMUL COPILÂRIEI (Hu manitas/Libra 1996), office littéraire poétique d'Alexis Léger. Ambition de Nobel en littérature *ipso facto*. Étant aussi en St-John Kauss, autre pseudo, en l'occurrence [Saint-Léger, Léger vécu de la proximité de plantes tropicales, *une vie à Point-à-Pitre, Guadeloupe*]. *J'interroge ici la résultante biomédicale du doctorat de John Nelson.*

Est-ce tel que décrit en ce *Territoire de l'enfance* cité au paragraphe précédent, *cette association intime ou cette profonde déchirure* entre ce méta, développé de J. Des Rosiers grand adversaire littéraire et juridique à Mont réal. Et, venant de l'insularité fragile, dont un major Nelson près de la SEDREN, d'une part, et un général marié à Blanche Bru neu, près de la plage Gelée, aux Cayes, d'autre part, qui allume cette nécessité de diplomatie in terme, qui va se jouer avec Saint-John Perce en Saint-Léger Léger, qui vont finir par percevoir de ces relations protocolaires et épistolaires de Dag Ham marskjöld, dit Dag Dag par le tu multueux Fer nand Legros, éminent faussaire ami du faux vrai baron Elmyr de Hory, cité même de R Pey refitte, dans les plus ré pulsives histoires de faux de la peinture de l'épo que (École Na tionale de Paris, cubisme de Pi casso, nabis, relations de la cécité grandissante de Monet..., veuve Matisse, etc.)

Dois-je rajouter sans doctrine, et de cela, comme J. Des Rosiers re fusant l'image qui domine, mais en l'adoptant avec G. De bord, pour faire vivre cette disjonction entre le refus du *Noir* en soi pour adopter cet amour du *Blanc*, tel un séisme du SN (système nerveux) dans une République même de l'imaginaire in forme cognitive d'aptitude ?

Alors, choisir ces rangs c'est déjà s'imprégner de ce qui au niveau de St-Michel de Mont réal, avec tout ce qui allait voir en lui un futur académicien pour le Magazine Prestige, en la personne de celui qui a tenu pour le *chèque-en-main*, avant de poser nu ici-bas, une chronique dite : «carte blanche», pour le même hebdo qui, de Joseph Thérevin (1995), encensa Saint-John Kauss avant la sortie de Tàramul Copilâriei.

Tout St., de *curriculum* a droit à son diocèse dans le monde *catéchumène*, force de la migration telle du phénomène qui le crée autant donc que *l'inter* qui en découle. À la manière de Saint-Augustin (n'en déplaise à feu Dr MAM (Michel-Ange Momplaisir), St-John-pasteur a bien prié de son *méta*, à travers les colonnes d'*Haïti-Obs* va teur avant de partir adepte de Lemiso. St-Valentin a fait ressortir l'écho même de [H-O], dans le *surpluréalisme* pour *encycliclique-mapou*. En fait, ce qui était des RI (Relations internationales), se rait-il devenu force, étant de la cohabitation *du chaud du froid*, le souffler tout en le résistant, outrem. Double résonance patriotique, citoyenne, ou tout simplement poétique par les St-Kauss, puisque j'y suis j'y reste ?

En Valentin, on possède déjà John bien plus loin que : Ombres du Quercy (poèmes).

L'acte se retrouve-t-il ici dans une part, en panégyrique prononcé de St-Valentin : « St-John, fils du major Luc Nelson, *lieutenant loyal et fidèle* » de Duvalier (père). Ce qui fait de nous des réfugiés sociaux du Canada, en 1977. Ce n'était pas pour s'amuser St-John; nous avons dû nous jeter de l'autre côté du globe, l'Amérique. Le décompte final : tu as fait des exploits ou mené une double et brillante carrière littéraire et scientifique. Docteur à 26 ans. Tu fus un homme simple, qui chercha à nous inculquer ce que nous prônions : l'*uni versalisme*. *L'aliénation culturelle* n'est qu'une thématique complémentaire au « *surpluréalisme* ». *Le Saint a le droit de... !*

Tino adapte Saint-Luc avec

ses quatre « *béatitudes* », il en rajoute jusqu'au huitième à St-John, son frère aîné, pour rejoindre St-Matthieu, par la vertu d'un saint qui, seul, peut certifier le Saint de curriculum. Chose faite depuis Kauss et Kauss en St-Valentin et en St-John. Tino nous remet sur les pas d'une certaine époque de guerre d'amour des littéraires haïtiens vivant à Mont réal, avec *un animateur de radio* qui interpella « *les St-Kauss ne sont pas des vrais saints (...)* ». En outre, la douleur est plus ravageuse que cela porte à le croire, St-Valentin estime St-John à un « *sable des dunes* ». Il lui faudrait en extraire l'or du Pérou pour finalement découvrir, par les faits de l'absurde, si St-John est ce sable dit, ou si les larmes d'un saint voilent en mirage la perception philosophique, diplomatique, de cette traversée des continents. De St-Kauss inspirer en Strauss, et en St-John Perse dans ses pas diplomatiques avec Dag Dag, aux Nations Unies, naissant par la poésie, puis par protocole diplomatique.

C'est là la nouvelle marque de St-Valentin Kauss, la villégiature des Cayes, *la crainte des vendredis Kauss*, mesures musicales et littéraires haïtiennes (...) *mais ici la crainte des samedis de St-Kauss-de-Valentin, dit-Tino.*

[C'est par la curiosité que je me dois de reproduire février 2024 dans le curriculum du XVII<sup>e</sup> apôtre où j'ai évoqué les frères Kauss et Kauss, dont St-John en John Nelson : L'instrument de mesure, très usité de tous métiers, écrivain [on dit] reconnu par ses pairs. Au Canada, né en 1950, d'après l'inventaire-écrivain de 3000 pairs, au Québec, publié en 1999. Guide du collectionneur, par Yves Mornard (Montréal). Le XVII<sup>e</sup> vit moult talents d'écriture, allant de la poésie aux sciences de l'éducation. Passant par le roman de

toute expression, tel que Des Rosiers Joël, né en 1951, **Gérard Étienne né en 1936**. Dans *Une femme muette, Nouvelle Optique*; Pierre-Léonard Joseph, né en 1950, **Black Projection** (S. é. 1981). Je re trouve, sur le même chemin, les frères Kauss et Kauss (Valentino 1959 et John Nelson 1958) avec des thématiques dont **Entre la parole et l'écriture**, Nelson 1982 de St John Kauss. Alors, le XVII<sup>e</sup> apôtre se prévaut de cette présomption apostolique du principe logique qui lui assure le XIV<sup>e</sup> apôtre érigé par la définition de ses actions de diffusion élargie : violence = grâce (<https://haïti-observateur.ca/?p=11320>).

La paix n'est pas de ce monde au prix du postulat, elle coûte le *docteur* de St-Luc, donc celui de John aussi. Mais, entre les mains de St-Valentin, qui ne cesse de tendre ses feuilles de verveine aux émotifs énervés, c'est une diplomatie qui s'annonce plus lourde que les grains de sable des dunes. Elle réclame, même pour St-John Kauss. Et de là, l'hebdomadaire ne peut que s'en régaler a posteriori. Et, a priori : *Qui habet oculos leger...* (Que celui qui a des yeux pour lire...) !



**Frantz**  
Photo & Video Studio  
PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118  
843 FRANTZ AVE. (BLVD. UNION & PARKWAY)  
FRANTZSTUDIO.COM

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communion, Rehearsals, Enlargements (without negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

DE BROSSÉ & STUDLEY, LLP

**Richard A. De Brosse**  
Attorney at Law

ACCIDENTS \* REAL ESTATE MAL-  
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)  
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

[rdebrosse@QueensLegalPlaza.com](mailto:rdebrosse@QueensLegalPlaza.com)



# INTERVIEW ELLIOTT ROY

## Des policiers kényans pour pacifier Haïti...

### « Une fumisterie ! », estime Elliott Roy

Propos recueillis par Brice Ahounou

Au moment où les premiers policiers kényans débarquent à Port-au-Prince, Elliott Roy nous accorde une interview au ton critique. « *Il n'y a aucune volonté de la part des dirigeants haïtiens de résoudre le problème du pays* », constate l'ancien officier des Forces armées républicaines ré fugié à l'étranger depuis 1966. Professeur de comptabilité installé en France, le natif de Jacmel ne quitte pas d'un œil les affaires de son île pour laquelle il réclame un véritable changement.

Pour mémoire, le jeune Roy s'éveille à la politique au temps du régime Estimé, période de bascule pour les gens de sa génération. Depuis, l'homme en exil a parcouru un long chemin, qui l'autorise, aujourd'hui, à évaluer les crises de notre époque.

Dans le présent entretien, le militant associatif soulève diverses questions d'actualité politique, tout en ciblant le chaos actuel. Regain d'activité des gangs, à Port-au-Prince, rivalités entre Conseil présidentiel de transition (CPT) et Premier ministre, affaiblissement au sommet de l'État, Armée d'Haïti en déshérence, misère kényane sujette à caution, patriotisme en déperdition, M. Roy pointe, sans détour, le problème de « *l'absence de l'État* » qui mine la société haïtienne.

L'interview a été réalisée avant la brève visite du secrétaire d'État américain Antony Blinken à Port-au-Prince.

° **Haïti Observateur : Que vous inspire l'arrivée des policiers kényans en Haïti ?**

• **Elliott Roy :** Cette arrivée ne me dit rien qui vaille. Ceci pour plusieurs raisons. Tout d'abord, on ne fait pas la guerre avec des policiers. La guerre, c'est l'affaire des militaires. Donc, avec les meilleures intentions du monde, les Kényans ne peuvent, au mieux, que garantir pour un temps la sécurité des dignitaires haïtiens et, le cas échéant, réprimer d'éventuelles émeutes, ce en quoi ils semblent avoir une certaine expertise, si l'on en croit les nouvelles en provenance de Nairobi. Ensuite, il n'y a pas de réelle volonté politique, ni de la part des politiciens haïtiens, ni de la part de nos soi-disant amis internationaux, en particulier des Américains, pour résoudre le problème des gangs dans le pays. Enfin, le Kenya s'était engagé, il y a plus d'un an à prendre la tête d'une mission internationale pour aider le pouvoir haïtien à résoudre le problème des gangs.

Au moment où nous parlons, ils sont infoutus de réunir le contingent promis. Ils arrivent au compte-gouttes, tandis que le problème de l'insécurité s'étend dangereusement. Pense-t-on sérieusement que

1500 hommes sous équipés, peu qualifiés, ne parlant pas la langue locale et ne connaissant pas le milieu, se raient capables de combattre une vingtaine ou une trentaine de milliers de bandits équipés, bien renseignés et circulant comme des poissons dans l'eau dans leurs vastes zones d'implantation ? Autant dire que le semblant de riposte envisagé est loin de répondre à la situation. En réalité, c'est une affaire qui paraît très compliquée, compte tenu de la différence relevée entre ce qui nous avait été promis au départ - à savoir une assistance internationale robuste qui ne serait pas une mission de l'ONU - et ce qui est désormais en cours.

Contrairement à l'annonce de départ, le Kenya, chef de file de la mission, a mis plus d'un an pour mettre en place son dispositif. Sur les mille policiers promis, il n'y en aurait même pas la moitié en Haïti. Et combien sont-ils au juste ? Mystère ! Ce à quoi on assiste à présent, ce sont des gesticulations de politiciens concernés - haïtiens, américains, kényans et autres - pour donner le change à leurs opinions publiques. En vérité, le problème des gangs demande réflexion et mise en œuvre de moyens appropriés pour y faire face.

° **H-O : Que dire de l'état actuel du pays ?**

• **E.R. :** Il n'y a pas de mot pour qualifier la situation actuelle. Certains parlent de cauchemar, mais un cauchemar n'est qu'un mauvais rêve dont on finit par se réveiller en se réveillant. Dans le cas d'Haïti, c'est l'horreur absolue, le chaos ! Quand on voit les images en provenance du pays, on se demande comment ses fils peuvent continuer de cette façon à sa déchéance. Il y a d'un côté le problème des gangs et en face vous avez affaire à des politiciens dont le rôle est précisément de trouver des solutions au problème, mais qui sont en fait des prédateurs insatiables profitant de leurs positions pour dépecer le peu qui reste. Comment imaginer, en effet, des dirigeants qui, plus de trois mois après leur entrée en fonction sont embourbés dans des scandales de corruption, de trafics d'influence, au lieu de s'atteler à mettre en œuvre les engagements qu'ils ont pris. Et ce n'est que la partie émergée de l'iceberg.

Que dire de la complaisance et des complicités diverses dont ils bénéficient dans une partie importante de la population qui voudrait composer franchement avec les bandits, au point de réclamer ouvertement la remise du pouvoir à des individus plus que douteux, l'impartialité et l'amnistie pour les chefs de gangs. Bref, la situation est complexe quand on sait de plus qu'une bonne partie de la police est « *gang grenée* », que les bandits sont en train d'infiltrer les médias, comme le montre l'actualité, que

les narcotraquants locaux et internationaux sont à l'œuvre pour fournir aux gangs, drones et même des moyens de mener des attaques en mer. C'est pour cela que je dis qu'on est face à une situation de guerre et que des dirigeants illégitimes, nommés, appuyés et soumis à l'International, ce n'est pas ce qui convient pour faire face au chaos.

Avec les 90% de la zone métropolitaine contrôlée par des bandits et une force de police - en sous-effectifs par rapport à la population - incapable professionnellement de les affronter par manque de moyens, le rapport de force penche nettement en faveur des premiers. Au sujet des bandits, il faut se demander quelles sont leurs sources d'approvisionnement en armes ? Pour rappel, ils possèdent des armes plus efficaces et nom



Elliott Roy

breuses que celles des forces régulières. D'où leur viennent ces armes ? Qui les finance ? Certains d'entre eux prétendent ouvertement que tout ce matériel leur a été donné par des oligarques...

° **H-O : Des oligarques haïtiens ?**

• **E.R. :** Ceux que feu le président Jovenel a désignés comme les oligarques corrompus et de qui viendrait tout le mal haïtien : ce ne sont hélas pas des saints, ils sont précisément ceux qui ont contribué à l'amener au pouvoir. Comme tous les oligarques, ils ne connaissent qu'un Dieu, le Dieu dollar. Et, ce n'est pas étonnant, après avoir bénéficié des faveurs de César, comme dit l'autre, ils se sont retournés contre lui. C'est certain, les oligarques doivent rendre des comptes à la nation, pour s'être servis, pour avoir armé et utilisé des hommes de main, à l'instar de certains hommes politiques, dans le seul but de protéger leurs intérêts et établissements. En tant qu'hommes d'affaires, ils se sont engouffrés dans le business du trafic lucratif de la contrebande d'armes et de munitions alimenté par l'argent de la drogue et des kidnappings. Ce qui crée une confusion de genres entre business et gangstérisme, excusez le pléonasme. En désignant à dessein le comportement de ceux qu'on appelle « *oligarques* », la « *Radio des Mille collines* » haïtienne nous prépare un Rwanda. Il

suffit d'écouter les mots d'ordre de « *Viv ansanm* » dans la bouche de Jimmy Chérizier alias Barbecue ! Oli garchie et gangs armés en Haïti aujourd'hui sont deux problèmes distincts. L'un est économique et politique, l'autre est militaro-politique.

° **H-O : Que constate-t-on sur le terrain depuis l'entrée en scène des Kényans ?**

• **E.R. :** À l'arrivée du contingent de policiers kényans, on a assisté à un bref et léger ralentissement de l'activité des gangs. Cette brève période d'observation passée, est venue l'accélération des provocations. Les bandits se sont enhardis en harcelant l'adversaire par la multiplication des kidnappings, les conquêtes de territoires (Gressier), l'exhibition de leurs arsenaux par des vidéos de propagande comme celle du chef de gang des « *400 Mawozo* ».

Pendant les affrontements armés à Ganthier, ils ont capturé un blindé de la PNH, exécuté un haut gradé policier et exhibé son képi... La démonstration évidente de la non-planification d'une telle opération est le retrait inopiné des forces de police immédiatement après l'opération de Ganthier, pour cause d'absence de matériel devant servir à couvrir des Kényans sur place, nous dit-on. Rumeurs et menaces de retrait définitif des Kényans (pour non-fourniture des équipements promis) circulent. Ce qui prouve qu'on est en situation de guerre. L'ennemi abreuve la population de toutes sortes de rumeurs et d'intoxication.

Du côté du pouvoir de facto, les allégations de corruption ne font l'objet d'aucune mise au point ou de démentis officiels, si ce n'est la nomination sans explication de nouveaux dirigeants à la tête de la Banque nationale de crédit (BNC), par exemple. Ce faisant, le Premier ministre de facto envoie un signal clair de solidarité avec les personnes mises en cause dans ce scandale de corruption, sans pour autant dissiper les rumeurs de dissensions entre la Primature et la présidence multicéphale. Entre-temps, les formations politiques - parties à l'accord ayant abouti à cet attelage bancal qui tient lieu de pouvoir de transition - nomment, révoquent, trafiquent et intriguent pour placer chacun leurs hommes aux postes clés en prévision d'élections « honnêtes et inclusives » qu'un CEP formé suivant les mêmes principes de marchandage sera chargé d'organiser comme première étape vers l'instabilité voulue et programmée par la Main invisible.

° **H-O : Selon le principe de Charlemagne Péralte, aucune force étrangère ne devrait fouler le sol haïtien, ni violer sa souveraineté. De fait cette idée est battue en brèche...E.R. :** Évoquer la mémoire de Charlemagne Péralte, c'est faire référence au patriotisme haïtien qui s'est mis de

bout contre l'occupation américaine (1915-1934). C'est faire référence à d'autres noms illustres comme Pierre Sully, Benoît Batraville et d'autres. Les mots, nationaux, souveraineté, patriotisme, sont aujourd'hui galvaudés dans la bouche de ceux qui sont les plus prompts à les prononcer.

En effet, comment parler de nationalisme quand on sait que c'est le gouvernement illégitime d'Ariel Henry qui a lui-même sollicité l'intervention de forces étrangères, au lieu de demander la levée de l'embargo sur les armes destinées à l'Armée et à la Police, alors que les armes des bandits rentrent librement à partir des territoires américain et dominicain. Un autre exemple de ce patriotisme de poche, pendant la période du coup d'État contre Aristide, c'est quand les Américains ont sifflé la fin de la récréation.

En clair, ils ont demandé à l'état-major putschiste de dégager, car ils allaient ramener le président renversé du pouvoir. Dès lors, on a vu quelques guignols comme Philippe Biamby, Henry Robert Marc-Charles et consorts proclamer leur foi *péraltiste* alors qu'ils faisaient leur jogging en guise « d'en traînement » au Champ de Mars. On entend Emmanuel « Toto » Constant, l'employé de la CIA, mettre ses troupes du FRAPH en état d'alerte. Il y en a qui sont allés jusqu'à donner des coups de pieds rageurs à une voiture diplomatique américaine, tellement ils étaient « *nationalistes* », mais quand l'heure de vérité a sonné et que Aristide a débarqué, accompagnés de 20 000 marines dans les fourgons de l'Armée américaine, tous ces « *nationalistes* » se sont subitement volatilisés, alors que Raoul Cédras leur chef avait déjà négocié le prix de sa reddition avec Colin Powell.

On a assisté à cette scène humiliante de soldats haïtiens menottés comme des délinquants et bâillonnés avec du sparadrap et emmenés je ne sais où, à l'arrière des véhicules de l'Armée américaine. J'en ai pleuré d'indignation devant ma télé. Il y a eu pourtant un héritier de Charlemagne Péralte, un seul, un jeune officier cantonné au Cap-Haïtien qui a refusé d'obéir à je ne sais quelles injonctions des occupants. Il a été abattu sur le champ comme un chien. Je cherche sans succès depuis lors à connaître le nom de ce jeune brave, un vrai nationaliste, digne héritier de Péralte. Tous les autres, ils n'ont pas attendu le chant du coq pour renier « *charlemagnepéralte ment* » leur conviction patriotique. Tout ceci pour dire qu'il faut se méfier de ceux qui proclament bruyamment leur *péraltisme* car ils seront les premiers à le *recrucifier*, ce avant même que le coq ait chanté.

\* La fin de l'interview de M. Roy dans la prochaine édition.



# Kreyòl

## GRENN PWONMENNEN!

### Jan cache, Jan twouve, Jan oblije ret trankil!

See pwovèb lakay ki pral ede n konprann sa k ap pase ak youn sitiwayon ki blayi nan tout peyi Etazini an depi 2 semèn, epi ki gentan al byen lwen nan plizyè lòt peyi. Se kesyon de Ayisyen k ap manje chen ak chat, epi ki pase nan pak piblik pran kann, koupe tèt yo epi pati ak yo. Se nan youn ti vil ki rele *Spring field*, nan eta *Ohio*, ke imigran Ayisyen sipose ap fè krim sa yo.

Se pa youn ti jwèt, se gwo akizasyon nan youn peyi kote mounn yo renmen ti chat ak chen yo, ki se bèt domestik, ke yo

*Harris la.*” Kòm nou konnen, se li ki kandida pou prezidan anfas Trump, nan eleksyon ki pwo grame pou 5 novanm k ap vini an, nan mwens de 2 mwa, egzakteman nan 48 jou, apati de jodi 18 septanm nan ke jounal la pibliye. Kòm yo wè Kamala Harris sanble pran devan, yo konprann si yo sal non imigran Nwa, sa pral ede yo ak tout Blan rasis yo, ki pral vin vote an foul pou yo, paske Trump ap pran defans chen ak chat, fas a bann imigran kriminel yo. Okontrè, entènèt la chaje ak foto Trump k p pwoteje chen ak



Men lè Donal Tronp te prezidan ap bay Premye minis peyi Ongria, Viktor Orbán lanmen ou rezève pou zanmi w.

dòlote, y ap karese, ke nou wè byen souvan, nan televizyon, kote y ap fè reklam manje pou yo.

Kilès ki dèyè koze sa a epi pou kèl rezon se sou Ayisyen yo konprann pou yo vin geri bosko yo. Enben, se mesye Repibliken yo, patizan ansyen prezidan Donald Trump, ke n chanje non l an *DonOld* Twonpe, ki dèyè koze sa a. Yo pran imigran Ayisyen met devan pou yo ka atake sa yo rele “*imigran kriminel ki fin anvayi peyi a, akòz ankourajman e bonjan tretman yo jwenn nan gouvènman Prezidan Joseph ‘Joe’ Biden ak Vis-Prezidan Kamala*

chat epi gen ti chat k ap mande pou mounn vote pou Trump, dekwa pou Ayisyen pa manje yo. Ankò, se youn pwovèb lakay ki di koze a jansadwa: “*Byen konte, mal kalkile!*”

#### Youn gwo paj istwa k ap ekri nan eleksyon 5 novanm nan

Sa k ap pase nan peyi Etazini pou eleksyon ane sa a se youn bagay nou pa janm wè. Se youn mèyè. Wi, se youn nouvo paj istwa k ap ekri ane sa a. Depi Prezidan Biden t oblije rale kò l kòm kandida nan dat 21 jiyè, apre li te pèdi

deba fas-a-fas ak DonOld Trump lan, nan dat 27 jen, 2024 la, epi l te rekòmande Vis-Prezidan Kamala Harris pou ranplase l, jwèt la vin vire kont kandida Repibliken an. Se prèske toupitou, pami Demokrat sitou, men pami anpil gwo Repibliken tou, ke yo louvri bra yo byen laj pou anbrase dam sa a, ki pral ekri youn gwo paj istwa nan peyi Etazini, kote Blan rasis konprann yo ka kontinye taye banda yo, jan y ap fè depi tout tan.

Ban m eksplike nou sa youn viktwa Kamala Harris nan eleksyon novanm nan pral reprezante. Se pou lapremyè fwa depi 248 lane endepandans Etazini, ke youn fanm pral vin prezidan nan peyi sa a. E se pa nenpòt ki fanm, se pitit imigran. Papa l se youn Jamayiken, peyi ki toupre Ayiti, epi manman l soti nan peyi Lend (Inde), ann Azi, lòt bò latè. Ki donk, se youn pitit bonjan imigran ke mounn Trump yo, ki pran non *MAGA (Make America Great Again)*, rayi fopaplis. Kive di, viktwa Kamala Harris se pral viktwa nou menm Ayisyen tou, sitou a youn moman ke patizan Trump yo ap eseye soulve Blan Ameriken rasis kont imigran epi yo pran Ayisyen kòm egzanp. Ayisyen se youn bann kriminel k ap manje chen ak chat yo ! An touka, yo mèt pare tann gwo ka lòt marasa k ap tann yo nan eleksyon 5 novanm nan.

#### Kandida Trump lage l nan bay manti, menm nan youn deba ofisyèl

DonOld Trump tèlman malve yan, madi pase anwo, nan dat 10 septanm nan, lè li te nan deba a, sètadi diskisyon fas-a-fas avèk Kamala Harris la, li te pran resite menm vye pawòl yo. Nou te sezi tandè l, menm lè Lapolis ak Majistra *Springfield* te demanti tout vye koze a. Msye pa t wont pou l ap repete : “*Y ap manje chen yo, y ap manje chat yo. Se youn bann kriminel. Lè m prezidan se pa pakèt m ap depòte yo tout!* »

Si nou te suiv deba a, nou te ka wè kijan Kamala Harris te pase msye nan betiz. Li pran ri, ap pase l nan tenten, tankou se youn mounn fou ki t ap pale. Sèl sa l te di se « *Gade youn ekstremis!* » Li pa t bezwen di plis pase sa.

Aprè deba a, selon kòmantè jounalis yo, DonOld Trump fè bèk atè devan Kamala Harris. Mounn nou pa ta kwè admèt, piblikman, ke Trump pèdi nan deba a, msye pa t alawotè vis-prezidan an. Menm Robert F. Kennedy, ki t ap kouri kòm kandida endepandan pou prezidan, ki te rale kò l epi bay Trump sipò l, deklare ke Kamala Harris genyen pari a.

Menm Trump, pou kont pa l, san l pa di sa byen klè, jansadwa, oblije admèt li pa ka pran youn lòt kal nan men Kamala Harris. Li deklare li pa pral fè okenn lòt deba ak dam nan, pa menm sou FOX televizyon, ki se televizyon

ki an favè l, kote jounalis yo te ka gen pitye pou li, pa frape l menm jan ak David Muir epi Lindsey Davis, nan ABC Televizyon te fè lè li pa t reponn kesyon yo te poze l, e l te lage l nan fè manti.

#### Repibliken pou Kamala Harris, pandan ke Trump ap kopye sou diktatè

Epi, men se youn bann gwo repibliken, tankou Dick (Richard) Cheney, vis-prezidan nan gouvènman George W. Bush (2001-2009), ki deklare se pou Kamala Harris l ap vote. Li kanpe sou memn bò ak pitit fi l la, Liz (Elizabeth) Cheney, ki te reprezante eta Wyoming kòm “*Congresswoman*”, ki te nan komite

*about world leaders, Viktor Orbán, one of the most respected men, they call him a strong man. He’s a tough person. Smart prime minister of Hungary.*” (Tradiksyon: “An palan de lidè enpòtan nan le monn, gen Viktor Orbán., youn nonm ke tout mounn gen anpil respè pou li. Yo di msye se youn Nèg gwo ponyèt, ki pa nan rans ak pèsonn, Nèg entelijan, Pre mye Minis peyi Ongri.”

Vwala! Men sou ki mounn msye ap kopye. Alò l ap tann pou Ameriken vin vote, pou renmèt li pouvwa prezidan an ankò, pou l ka montre kijan li pral aji an Nèg gwo ponyèt, pou fè tout mounn ki pa dakò avè l mache ès-ès, si yo pa vle pile sa yo pa konnen.



Sou intènèt la toujou, men Donal Tronp k ap bay zanmi l yo pwoteksyon pou yo pa manje yo.

Kongrè a ki te anchay envestigasyon sou deblozay 6 janvyè 2021 an, lè prezidan Trump te voye patizan l yo al atake *Capitole* la, pou anpeche ke 2 Chanm Kongrè a te deklare ofisyèlman ke se Joe Biden ki te genyen eleksyon lane 2020 an. Mwen bay 2 gwo otorite Repibliken sa yo, ki kanpe pou di “*Non!*”, yo pa nan Trump. Men se youn bann lòt ki pran pozisyon kont chef *MAGA* a, ki se youn gwo danje pou peyi Etazini. Si pou msye ta vin enstale ankò kòm prezidan nan Mezon-Blanch, jan yo rele Palè prezidan an nan Washingtonn, nou mèt tou di « *Babay demokrasi!* »

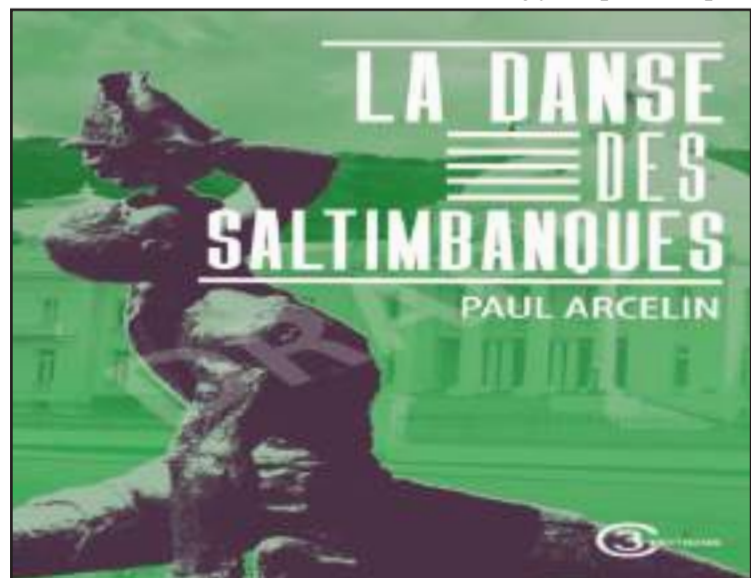
Se pa pawòl pa m, ni sa lòt mounn di, se nan bouch Mouche Trump menm pawòl la soti. Li te di nan youn entèvyou nan televizyon : « *Depi sou premye jou a m ap youn diktatè.* ». Apa de sa, se souvan msye fè lwanj Vladimir mir Poutine, diktatè peyi Larisi, ak Kim Jong Un, diktatè peyi Kore Nò. Menm diran deba 10 septanm nan, devan tout peyi a, ak plis pase 67 milyon mounn ki t suiv deba a, nou te wè kijan Trump t ap fè lwanj Viktor Orbán, premye minis peyi Ongri (La Hongrie), ki se youn diktatè anraje. M ap ban nou ann angle, sa Trump te di: « *Let me just say*

Alò, gen mounn ki mande pouki sa msye pran egzanp sa a. Èske l kwè Ameriken pare pou aksepte youn diktati ?

Selon rapò “*Public Religion Research Institute*” te pibliye, ke jounalis Mark Wingfield te met deyò nan *Baptist News Global*, nan dat 11 septanm, m ap ban nou, ann angle, sa li di sou kesyon an: “*Among all Americans, Republicans and white evangelical Protestants are most susceptible to authoritarian views.*” (Pami tout Ameriken, se Repibliken ak Pwotestan Evanjelik yo (Kon sèvatè) ki pi dispoze pou aksepte pozisyon youn diktatè.)

Men jan nou konnen l nan, se pa yo menm ki an majorite nan peyi a. Kivedi se pa mounn sa yo ki pral deside, nan dat 5 novanm nan, kilès ki pral chwazi kòm prezidan peyi Etazini. Alò, mwen menm, mwen parye sou Kamala Harris. M ap mande tout Ayisyen, ki sitwayen Ameriken, pou yo fè tout preparasyon pou bay DonOld Trump youn « *kout pou kann ak tout founi.* ». Se pou msye jwenn sa l ap chache a. Pi devan pi tris. M ale !

TiRenm/  
Grenn Pwonmennen  
raljo31@yahoo.com





# HAPPENINGS!

Continued from page 1

Biden, in the presidential election of November 3, 2020, which he lost by seven (7) million of the popular vote.

## Bomb threats targeting institutions in Springfield

Since Donald Trump and JD Vance unleashed their hate campaign against the Haitian immigrants at Springfield, bomb threats against the town have caused closure of schools, churches, certain businesses, even City Hall, for a time. The officials, including the Police, have disputed the lies against the Haitian immigrants. Springfield Mayor Rob Hue, states that there's "no verifiable claim of Haitian migrants eating pets." He has called for "peace and rest in the community."

Ohio Republican Governor Mike DeWine, distancing himself from Trump, has forcefully defended the Haitian migrants in Springfield. He's quoted in an interview with Newsweek, saying, "What the companies tell us is that they are very good workers." And speaking to ABC News he said he would be sending troopers to Springfield to calm the situation and promised \$2 million to help the town with health

issues and other matters with the surge of the immigrants, who are there legally, with most of them being beneficiaries of Temporary Protected Status (TPS).

In the last two decades, and especially in the past five years, the number of Haitians drawn to Springfield, reached about 20,000, boosting the population to 60,000. Industrious workers as they are, they have helped in reviving the town, known as a manufacturing hub, for Columbus and Dayton.

Last Friday, September 13, President Biden weighed in on the situation in Springfield. Speaking to ABC News, he said: "That community is under attack. This has to stop. There's no place in America" for the narrative used against the Haitians.

Meanwhile, ever resilient, Haitians in Springfield try to adapt to the new circumstances, that create a feeling of uncertainty regarding their future. A story of Luis Andres Henao, published Monday (September 16) by the Associated Press (AP), tells of the mood of the Haitian community, as well as the attitude of their white neighbors. He mentions how Sunday is special for the Haitians who spend it "joyfully worshipping God, as they sing and pray in their native Creole. This Sunday, they needed that uplifting balm more than ever."

The Haitians push back on the "false accusations that they are eating their neighbors' cats and dogs," a story that "has gone viral, and highly politicized rumors . . . fueled by former President Donald Trump, his running mate JD Vance and others, [leading] to violent threats against the community, upending daily life in the city." And he asserts that their strong faith keeps them going.

Other Christians in Springfield have come to the support of the Haitians. The reporter quotes Rev. Carl Ruby of the Central Christian church who, in his preaching on Sunday, stated: "Jesus is with us in truth, and the truth is that Haitians are not eating pets and geese in Springfield." And he invited the congregants to keep up "in prayer and peaceful protest of the false rumors leveled against their Haitian neighbors."

On the other hand, Trump and Vance continue to stoke fear in the Haitian community, according to AP, which quoted Trump: "We will do large deportations from Springfield, Ohio, Trump said Friday, during a news conference in California, adding that he could possibly hold a campaign event or town hall in the city and claiming the migrants are 'destroying the way of life.'"

But there's also push back on Trump and JD Vance in Springfield. The stand of the father of an

11-year-old boy who was killed last year, due to an accident when a minivan driven by a Haitian collided with a school bus, has asked Trump and his associates to stop using his son's name for "political gain," and desist in their propaganda.

On September 10, AP's reporter David Ingram reported that "Nathan Clark, of Springfield, denounced the Republican presidential ticket and asked Trump and Vance to apologize in an impassioned speech before the City Commission, after Vance . . . mentioned the death of Clark's son, Aiden, as a reason to oppose Haitian immigration."

## Donald Trump in the vicinity of New York, facing the ire of Haitians

Donald Trump will face the ire of Haitians today, Wednesday, September 18, when he will hold a rally in Uniondale, at the Nassau Coliseum in Long Island, N.Y. In a message published on the internet, Haitians are asked to "join in sending a strong message of rejection to Trump and his racist supporters." The organizers plead: "There can not be any excuse [not to attend]. Every Haitian, every Caribbean, every African American, every decent human being ought to be there to denounce the hateful rhetoric towards migrants displaced from their countries due to American misguided policies."

We hope that the demonstration this afternoon will live up to the reputation of the one on April

20, 1990, when about 100,000 Haitians and their American supporters and other ethnic groups made the Brooklyn Bridge tremble, as they crossed on it from Cadman Plaza, in Brooklyn, to go to Lower Manhattan, in that mammoth peaceful demonstration against the policies of the Centers for Disease Control (CDC) and the Food & Drug Administration (FDA), or Federal Discrimination Administration, which had blamed Haitians, along with Hemophiliacs, Heroin Addicts, Homosexuals, lumped in the infamous "4H Club," as vectors of HIV/AIDS in America and banned them and their foreign partners from participating in blood donation. Less than a month after that impressive march, the CDC and the FDA backed down and removed Haitians from the 4H Club listing.

This time, it's not only apologies that are expected from the Trump/Vance team. The elimination of that ticket in the upcoming November 5 presidential election should be the goal. That means the mobilization of Haitian Americans electors to show their power at the ballot box, as they have done in the past. For voting as a block, they have shown "the Power of the Haitian Vote in America." We can, Yes we can send a strong message to those who have disparaged Haitian migrants for political gain!

RAJ

raljo31@yahoo.com

# Une fois n'est pas coutume

Par Michel Legros \*

Le « Blanc » a dans sa sacoche deux projets pour Haïti. Le premier vise à sa destruction, afin de légitimer une mission militaire de maintien de la paix coûteuse qui permettra à certains acteurs internationaux de s'enrichir. Nous y sommes déjà plongés : 300 millions de dollars ont été dépensés en un trimestre pour un effectif de 380 soldats, alors qu'il devait en compter 2 500, et la Mission multinationale de soutien à la sécurité (MMS) est déjà à sec. Posons-nous la question : qu'ont-ils fait de cet argent ? En tout cas, Blinken veut encore renflouer les caisses avec 45 millions de plus qui partiront tout aussi vite en fumée. Que les misères d'Haïti sont rentables pour les requins !

Le second projet concerne les élections. Elles auront bel et bien lieu, qu'elles soient « *chanpwèl* », « *pik kole* » ou « *bouyi vide* », ainsi que nous désignons nos élections truquées ; peu importe au « Blanc ». De toute façon, elles ne seront pas les premières de ce genre, mais, comme toujours, nous en subissons les conséquences, pour les 15 ou 20 ans à venir, comme cela se produit depuis 1957.

Si, face à cette situation, nous opposons une résistance passive,

faite de dénonciations stériles et d'abstentions — par exemple en ne désignant pas de représentants au Conseil électoral provisoire (CEP), dans le but de renverser ce Conseil présidentiel de transition (CPT) pour le remplacer par une autre entité, même moins absurde —, c'est que les bénéficiaires aussi n'ont pas compris les intérêts qui les ont placés au pouvoir, ni les raisons de la création de cet organe, aujourd'hui décrié.

La MMS, en Haïti, représente une étape cruciale dans la dynamique internationale concernant le pays. Le fait que les États-Unis et les Nations Unies envisagent de transformer la MMS en une mission de maintien de la paix relève d'une anticipation logique, non d'une surprise. Ce développement est la conséquence directe d'une série de manœuvres diplomatiques complexes, où la mission actuelle sert de tremplin pour une intervention plus substantielle, sous l'égide de l'ONU. Cette tentative de transformation est une évolution attendue. António Guterres, secrétaire général de l'ONU, a bataillé pour une mission de maintien de la paix, mais le veto russe au Conseil de sécurité a limité les options disponibles. L'accord actuel, qui ne relève pas du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, est donc

une solution intermédiaire. Cependant, il était évident que cette mission temporaire l'institution mondiale préparer le terrain pour une intervention plus intégrée, similaire à la MINUSTAH (juin 2004 - octobre 2017). Lorsque la coalition américano-onusienne a constaté qu'elle n'obtiendrait pas une mission onusienne, elle s'est résignée à une mission internationale autorisée par le Conseil de sécurité, ne relevant pas du Chapitre VII. Pour les Américains et Guterres, la MMS n'est pas encore une victoire, mais un premier pas vers l'objectif souhaité. En attendant, le duo Guterres et l'administration américaine ne fait pas la fine bouche. Chez nous, on dirait : « *Lè w pa gen manman ou tete grann* », signifiant un bébé sans mère est allaité par sa grand-mère. La MMS, telle que définie, n'est que partie remise. L'objectif a toujours été une nouvelle MINUSTAH, au budget annuel de 600, 700 ou 800 millions de dollars pendant 10, 15 ou 20 ans.

Les Haïtiens devraient voir, dans la réussite de la mise en place d'un Conseil présidentiel de 7 membres votants et 2 membres non-votants — pour remplacer Ariel Henry — un compromis international ayant permis un parta-

ge du pouvoir, mais non un précédent à rééditer. Cette structure a été une concession internationale : de l'herbe dans la bouche de l'âne pour qu'une fois le ventre plein, il ne se plaigne pas, et une fois la bouche occupée, il ne hennisse pas de chamailleries constitutionnalistes, patriotes ou autres contre cette lucratrice mission de maintien de la paix, préparée de main de maître par Michele Sison, ambassadrice des États-Unis en Haïti, et Helen Lalime, cheffe du Bureau intégré des Nations Unies (BINUH). Il faudrait être lunatique pour envisager de réutiliser les mêmes méthodes de lobbying au près du « Blanc » et de ses mandataires, pour imposer une nouvelle structure de pouvoir.

Il est des moments où, contre toute attente, une idée saugrenue, ou une entreprise manifestement hasardeuse, semble porter ses fruits. Ce triomphe inattendu peut donner l'illusion d'avoir découvert une recette infaillible, une formule secrète capable de défier la rationalité. Pourtant, ce n'est pas parce qu'une absurdité a réussi une fois qu'elle est vouée à se reproduire et à devenir un modèle à suivre.

Nous avons souvent tendance à surestimer l'importance de nos réussites, alors qu'elles relèvent du hasard. Il est facile de se laisser

emporter par la satisfaction immédiate d'un résultat fortuit, d'oublier l'élément aléatoire qui l'a accompagné, et de croire qu'il s'agit d'une stratégie à répéter.

C'est le comble de la folie de penser maîtriser l'art de réussir mal gré des décisions irrationnelles. Une telle illusion peut mener à des erreurs coûteuses. Marx a bien dit que l'histoire se répète, parfois sous forme de farce, mais il n'avait pas prévu le cas où deux farces se succéderaient.

Réfléchir aux raisons pour lesquelles une stratégie, ou une idée, a fonctionné ou non, permet de distinguer ce qui relève du hasard de ce qui est dû à la compétence. Il est essentiel pour les dirigeants haïtiens de ne pas transformer un coup de chance en habitude, car, comme le dit l'adage, « *Une fois n'est pas coutume* », et répéter une absurdité qui a réussi une fois est souvent le meilleur moyen de s'assurer de futurs échecs.

En résumé, la tentative de reproduire des triomphes passés dans des contextes politiques changeants comporte des risques importants.

Port-au-Prince, 10 septembre 2024

\* Michel Legros

Sitwayen pou Respè Konstitisyon



# NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

## Les immigrants haïtiens de Springfield en Ohio dominant toujours l'actualité

Depuis le début du mois de septembre, la petite ville de Springfield, avec une population de 60 000 habitants, dont 20 000 d'origine haïtienne, dans l'état d'Ohio, domine l'actualité aux États-Unis. Comme on le sait, depuis le 9 septembre, quand J.D Vance,

prises commerciales avaient suspendu leurs opérations, suite à des menaces à la bombe provenant d'une source inconnue. D'ailleurs, le gouverneur avait déjà déployé les « troopers », les militaires de la garde de l'état à Springfield. Ceci a suivi les menaces

Service secret, préposés à sa protection, ont arrêté un individu appelé Brian Wesley Routh, qui avait en sa possession un fusil d'assaut, sans l'avoir encore utilisé. Selon les dernières informations, basées sur des documents enregistrés le lundi 16 septembre, Routh avait aussi de quoi manger et s'était blotti en embuscade du rant quelque 12 heures. L'ayant découvert dans la brousse, aux alentours du terrain de golf, un agent du Service secret utilisant son arme, fit feu, sans doute pour l'effrayer. Car, il n'a essuyé aucune blessure.

On prétend que Routh, 58 ans, est accusé de « possession d'arme à feu, en dépit du fait d'avoir été condamné auparavant pour possession d'une arme à feu, dont les marques de fabrication avaient été oblitérées.

Et l'on se pose des questions quant à ce deuxième attentat à la vie de Donald Trump. Serait-il victime de la loi du karma ? Car, de nature violent, il a causé la mort de plusieurs individus, dont des policiers, le 6 janvier 2021, lors de l'attaque dirigée sur le Capitole par ses émeutiers, dans le but d'empêcher que soit confirmée, ce jour-là, la victoire électorale de Biden par les deux Chambres réunies, sous la direction de son vice-président d'alors, Mike Pence, selon les édits de la Constitution. À ne pas oublier que l'échafaud était visible dans l'aire du Capitole où l'on devait procéder à la pendaison de Mike Pence, d'après le slogan écrit en anglais que hurlaient ses cultistes : « Hang Mike Pence ». M. Pence a été sauvé de justesse, grâce au dévouement des agents du Service secret, qui l'avaient placé, à temps, en lieu sûr.

Pourtant, en vertu de son autorité présidentielle, quand on l'a vu — et c'est enregistré — ordonner à ses ouailles de se rendre au Capitole et de faire le nécessaire, « sinon vous n'aurez plus de pays » (*otherwise you won't have a country anymore*), la Cour suprême du pays, ayant une forte majorité

qui lui est attribuée, complètement, a décidé qu'il jouissait d'immunité et ne doit subir les peines qu'il mérite. Du train

dictature. D'ailleurs, il l'a dit lui-même : « *Je serai un dictateur, dès le premier jour !* »



Le candidat républicain à la présidence Donald Trump.

sénateur de cet état et le colistier de Donald Trump, qui l'a choisi pour l'accompagner, en tant que candidat à la vice-présidence, avait affirmé, sans aucune preuve, que les immigrants haïtiens captureraient et mangeaient des chiens et des chats, ainsi que des canards et des oies trouvés dans les parcs, cette fable gagnait en popularité. Puis, le lendemain, 10 septembre, lors du débat entre Kamala Harris et Donald Trump, celui-ci a répété les balivernes de son associé, en chantant, « *ils mangent les chats, ils mangent les chiens* ». Ce qui avait fait dégager un sourire narquois sur le visage de la vice-présidente, comme pour dire : « *Et vous aussi, vous acceptez d'induire la nation en erreur ?* »

Depuis, cette affaire a pris une extension extraordinaire, ses retombées s'ajoutant à l'actualité quotidienne. Ainsi, hier mardi 17 septembre, le gouverneur de l'état d'Ohio, Mike DeWine, s'adressait aux citoyens, le troisième jour, encourageant les familles à envoyer leurs enfants à l'école, car depuis plus d'une semaine les établissements scolaires, des hôpitaux, des en-

de l'ex-président Trump, candidat républicain aux élections du 5 novembre prochain, ayant fait des immigrants qui, dit-il, sont des criminels admis au pays par le tandem Biden-Harris, la cible de ses attaques. « *Je vais les déporter tous quand j'aurai pris charge* ». Croyant pouvoir s'attirer ainsi la sympathie de la majorité des électeurs, il se trompe lamentablement, car, selon un dernier sondage d'opinion de *Times/Siena*, publié hier, 17 septembre, par le *New York Times*, depuis après le débat du 10 septembre, Kamala Harris ne fait que gagner du terrain et bénéficierait d'une avance de 50 % à l'échelle nationale contre 46 % en faveur de Donald Trump.

Pour d'autres informations concernant le drame de Springfield, je vous suggère de lire aussi la colonne HAPPENINGS, en anglais, à la première page.

### \*Un autre attentat contre Donald Trump

C'est arrivé dimanche dernier, 15 septembre, à West Palm Beach, en Floride, là où Donald Trump possède son terrain de golf. Les agents du



Brian Wesley Routh, lors de son arrestation par les agents du Service secret.

où vont les choses, si un Donald Trump devait revenir à la Maison-Blanche, ce pays tomberait sous le coup d'une

**Pierre Quiroule II,**  
[raljo31@yahoo.com](mailto:raljo31@yahoo.com)





# EMPÊTRÉ SUR LE TERRAIN, LA MMAS DANS LA TOURMENTE

## Le déploiement des militaires du Bénin en doute... Initiative pour changer le statut de la mission kenyane ou rappeler la FAdH ?

Suite de la page 3

Kenya ».

Disant que les membres des Forces armées du Bénin sont prêts à se mobiliser en Haïti pour contre-carer les gangs, le chancelier béninois a précisé : « *Nous sommes prêts, nos gens sont formés, ils ont toutes les autorisations nécessaires* ».

Le ministre des Affaires étrangères du Bénin a souligné fortement que le déploiement de militaires béninois en Haïti n'aura pas lieu, à moins que les exigences de son pays soient prises en compte.

### Un vrai dilemme pour les Américains, l'ONU et leurs alliés

Acteur principal, dans le recrutement des pays ayant contribué des membres pour construire la Mission multinationale d'appui à la sécurité, en Haïti, les Américains, l'ONU et leurs alliés se trouvent dans un vrai dilemme, avec ce qui prend l'allure d'une contestation des forces de sécurité internationale sous sa présente forme, c'est-à-dire, sous son présent leadership assuré par un policier du Kenya.

On se demande, et pour cause ! pourquoi, en dépit de l'objection du Bénin, par rapport au commandement de la MMAS confié à un policier, celle-ci a été mise sur pied, sans tenir compte des légitimes objections du Bénin. Il semble que les points de vue énoncés par cet officiel béninois mettent les promoteurs de cette mission dans leurs petits souliers, car désormais confrontés à l'idée de créer une autre MMAS.

### Une nouvelle version de la MMAS ?

La protestation lancée par le Bénin, à travers son ministre des Affaires étrangères, ouvre la voie à une nouvelle série de consultations diplomatiques et politiques devant certainement aboutir à une nouvelle version de ce déploiement. Une proposition qui risque de contrarier l'action musclée conjointe de la MMAS et de la Police nationale contre les bandits, trop longtemps attendue par la population haïtienne. Surtout quand, dans l'impossibilité de mettre les criminels à genoux, présentement, cette force de sécurité mixte (haïtienne et kenyane) se voit forcée d'annoncer de « *nouvelles stratégies* », qui n'inspirent pas confiance. Car la population haïtienne s'est rendu compte que la MMAS, dont le déploiement coûte environ USD 600 millions l'an, peine à impressionner, se contentant de lancer des opérations, de toute évidence, incohérentes.

Il semble que, souhaitant mettre une sourdine aux critiques de leur stratégies antigang, sur le terrain, et susciter de l'espoir au sein de la population, les forces de l'ordre, d'un côté comme de l'autre, multiplient les communiqués.

Par le biais du porte-parole de

la Police nationale, l'institution présente des rapports sur leurs affrontements avec les gangs, indiquant le nombre de personnes tuées, blessées ou arrêtées, en sus des armes récupérées. Mais les bases des malfrats continuent de rester des « *no man's lands* » pour la Police, qui n'indique pas l'identité des hommes tués, blessés ou mis aux arrêts. Pourtant, le public attend des rapports détaillés des « *exploits* » réalisés dans le cadre des opérations policières, dont l'écho des tirs détonnés dans ces affrontements sont largement commentés. Il est donc important que les rapports sur



Shegun Adjadi Bakari, ministre des Affaires étrangères du Bénin.

les actions dirigés contre les gangs soient bien détaillés. Car, dans ce contexte, il y va de la crédibilité de la PNH.

De son côté, Jeffrey Otunge, commandant en chef de la MMAS, n'est pas en reste de communiqués. Il diffuse des communiqués sur le déploiement de nouveaux contingents, dont les plus récents concernent l'arrivée d'une vingtaine de militaire jamaïcains et de deux soldats du Bénin venus pour rejoindre les près de 400 policiers kenyans dont le débarquement, à Port-au-Prince, aux mois de juin et de juillet. Entre points de presse et communiqués, il a fait état des actions conjointes de policiers haïtiens et kenyans, qui ont abouti à la reprise de « *territoires perdus* » et d'exilés internes qui sont de retour à leurs résidences. Il a également mentionné la reprise du port de Port-au-Prince (APN) des bandits, ainsi que le plus grand centre hospitalier du pays. Mais cette dernière fin de semaine, deux matelots, membres du personnel du navire marchand de la compagnie « *Zim* », spécialisée dans le transport de containers, ont été kidnappés, au moment où leur navire attendait le signal du capitaine du port pour commencer l'opération de débarquement. Plus important encore, dans le cadre de la nouvelle stratégie destinée à resserrer l'étau sur les gangs, M. Otunge a annoncé la lancée prochainement d'opérations maritimes, aériennes et terrestres. Pourtant, la MMAS ne possède ni bateau ni avion ou hélicoptère de combat. D'ailleurs, une dernière communication du chef de la MMAS, cette semaine, concerne une nouvelle demande d'hélicoptères pour cette mission. Com

prendra donc qui voudra !

### Quel sort attend la MMAS avec Jeffrey Otunge

On ignore les raisons qui ont porté les décideurs à jeter leur dévolu sur la Police du Kenya pour diriger la MMAS. On imagine que ce pays d'Afrique de l'Est ayant été le seul membre des Nations Unies à se porter volontaire pour une telle mission, les États-Unis, avec l'organisme international, et leurs alliés aient dû accepter ce que voulait offrir le gouvernement kenyan.

En effet, l'information disponible, à ce sujet, fait croire que, n'ayant pas un effectif militaire suffisant pour satisfaire le projet original, qui demandait une force militaire internationale, le président William Ruto a proposé le déploiement de 1 000 policiers kenyans. Il semble que le Bénin se soit porté volontaire ultérieurement, par rapport au Kenya.

Maintenant, il faut se demander quel sort attend la MMAS, suite à la montée au créneau du Bénin contre celle-ci, sous sa présente forme ?

Aujourd'hui composée majoritairement de policiers du Kenya, sous le leadership d'un policier-général kenyan, appelé Jeffrey Otunge, la MMAS a toutes les chances de disparaître telle qu'on la connaît aujourd'hui. Dans la mesure où l'idée de rétrogradation de son commandant est à rejeter, et que le scénario le plus plausible reste une mission composée majoritairement de militaires, sous les ordres d'un militaire, il faut quand même que la mission multinationale soit militaire.

Puisque, dans la mise sur pied des dispositifs de sécurité, en vue de se défaire des gangs, il n'est réservé aux dirigeants haïtiens qu'un rôle d'« *observateurs* », les décisions étant prises dans des milieux exogènes, il faut s'attendre à ce que les tractations, qui s'annoncent, soient totalement étrangères à la présidence tournante intérimaire et à la primature. À moins que les pays et entités, qui « *gouvernent véritablement* » décident que la conjoncture est favorable pour que les Forces armées d'Haïti (FAdH) soient mises en condition de faire le nettoyage qui s'impose et ramènent la sécurité sur toute l'étendue du territoire national.

Après avoir manigancé, de concert avec l'ex-président Jean-Bertrand Aristide, pour provoquer la disparition des FAdH, les Américains donnent l'impression de vouloir changer la donne. S'ils estiment que le bannissement de l'institution militaire haïtienne avait servi leurs intérêts, tout semble indiquer un revirement, sans aucun doute, occasionné par les problèmes suscités par cette action. Comme, entre autres, l'effondrement du système de sécurité construit comme substitut à l'Armée indigène, qui n'a pas su faire œuvre qui vaille contre la montée des criminels, toutes tendances confondues.

### Vers la remise sur pied des FAdH

Personne ne voudra révéler les secrets qui entourent le déploiement de la MMAS. Il semble que, même l'ONU, instrumentalisée par Washington, dans le cadre de cette stratégie, s'y trouve totalement étrangère. Le fait par les Américains d'assumer la part du lion du coût de cette mission suggère qu'ils se savent responsables des déboires qu'a connus Haïti. Se voyant en gloutins sous le poids financier énorme de ces responsabilités et constatant que voulant utiliser l'ONU, pour résoudre les crises qui se sont



Edgard Leblanc fils, coordonnateur du Conseil présidentiel intérimaire.

développées, au fil des ans, en Haïti, en raison de leurs initiatives politico-diplomatiques, ils ont changé de stratégie en cours de route.

Mais il n'est un secret pour personne que la tentative de lancer la MMAS, en tant qu'initiative onusienne, a échoué, en raison du veto de la Fédération de Russie et de la Chine, deux membres du Conseil de sécurité des Nations Unies. Aussi Washington n'avait-il pu arracher de celui-ci une décision sur le déploiement d'une mission militaire multinationale de sécurité non onusienne, mais dont le fardeau économique tombe sur les épaules des Américains. Faute de financement alimenté par la contribution des membres. À part le Canada, qui s'est montré solidaire dans sa contribution, en sus d'un apport minime d'autres pays, comme la France, l'Angleterre et l'Allemagne, la majorité des États œuvrant au sein de l'ONU n'ont pas délié les cordons de la bourse. Ce qui a donné un trop long retard dans le déploiement initial de la MMAS, qui se fait par tranche, dont la présente taille se situe à moins de 400 policiers, sur un total de 2 500. Alors que le renouvellement de celle-ci est prévu dans moins d'un mois, soit le 2 octobre.

Pourtant, le mandat de la mission non onusienne expire dans quelques jours seulement. Ayant enduré trop longtemps ce fardeau, en sus de l'indifférence des membres de l'ONU à l'égard du financement de cette mission, les États-Unis, de concert avec l'Équateur, ont porté un autre projet par devant le Conseil de sécurité visant à

convertir la MMAS en mission onusienne. Une stratégie qui assurera le financement de la mission par la contribution des membres de l'organisation internationale.

Dans la foulée de cette initiative américano-équatorienne, au près du Conseil de sécurité, le secrétaire général de l'ONU n'a pas caché son ras-le-bol, contre la pingrerie révoltante affichée par les États, à l'égard de la mission sécuritaire en Haïti, ne trouvant pas les moyens pour contribuer à cet effort.

Parlant à l'Agence France Presse (AFP), le lundi 16 septembre, António Guterres a déclaré : « *Je trouve très étrange qu'il soit difficile de financer une opération de police relativement petite en Haïti* ». Il trouve cela « *absolument inacceptable* », dit-il. Mais, a-t-il avancé encore, quand il y a une guerre, il y a de l'argent disponible pour financer toutes sortes de choses.

### Les FAdH : Les lignes semblent bouger

Bien que la discrétion paraisse dominer les attitudes, envers les FAdH, après des années d'ostracisme par les Américains, les militaires haïtiens doivent constater un changement d'attitude de la part de Washington. Au Département d'État, depuis le mois de mars 2024, suite à la performance des militaires haïtiens, en collaboration avec les policiers haïtiens, pour chasser les gangs, qui avaient pris possession de l'Aéroport international Toussaint Louverture, des conversations nettement favorables envers l'institution militaire ont été tenues. Il est vrai qu'aucun document n'ait été publié les concernant, mais ce changement de ton et de comportement n'échappe pas aux observateurs intéressés.

En effet, des conversations se sont déroulées entre des diplomates américains et des ministres haïtiens concernant les FAdH. Il est courant, de nos jours, d'entendre dire que les FAdH ont déployé leurs membres, en patrouilles, avec les policiers haïtiens et kenyans.

Il faut signaler aussi que le Premier ministre intérimaire, Garry Conille, a procédé à la démobilisation du Conseil national des équipements (CNE), dont les équipements lourds et véhicules ont été transférés aux Forces Armées d'Haïti.

En outre, des avions américains, qui débarquaient des armes et munitions, à l'intention de la PNH, ont effectué des livraisons également pour le compte des militaires haïtiens. Mais, plus important encore, l'impossibilité de financer la MMAS rappelle aux décideurs que le coût du financement des FAdH ne représenterait même pas le tiers de ce qu'il faut pour assurer le fonctionnement de cette mission internationale, dont l'effectif présent, soit moins de 400 hommes, ne représente pas le tiers de celui des militaires haïtiens.

L.J.



## ÉDITORIAL



# L'affaire des 100 millions de gourdes de la BNC : La culture de pot de vin exposée au monde entier

Un dicton souvent évoqué, dans les rouages gouvernementaux, quand éclatent des scandales, s'exprime en ces termes : « *Le linge sale se lave en famille* ». Ces paroles ne semblent pas tenir, dans le monde d'aujourd'hui, dominé par les réseaux sociaux. Grâce à ces derniers s'ajoutant aux organes de presse traditionnels, les trois membres du Conseil présidentiel de transition (CPT) impliqués dans le scandale des 100 millions de gourdes (760 000 \$) de la Banque nationale de crédit (BNC) font la une, leurs noms se trouvant sur toutes les lèvres, surtout dans le mauvais sens. En sus de susciter des commentaires des plus défavorables, dans tous les journaux qui se respectent, y compris des grands quotidiens internationaux à grand tirage.

En effet, depuis plusieurs semaines, les noms de trois conseillers présidentiels défraient la chronique, exposant les méfaits de ces derniers, au monde entier, qualifiés de « *scandale BNC* ». Smith Augustin, représentant la coalition « *EDE-RED-Compromis historique* », au sein du CPT; l'Accord du 21 décembre, qui y a, de son côté, nommé le Dr Louis Gérard Gilles; et la formation politique Pitit Dessalines, qui a élu Emmanuel Vertilaire. Ces trois membres de l'Exécutif intérimaire tournant, la plus haute instance politique du pays, sont au cœur d'un méga scandale. L'ex-président de la Banque nationale de crédit (BNC), Raoul Pierre-Louis, les a accusés de lui avoir réclamé la somme de 100 millions de gourdes (760 000 \$) pour être maintenu dans cette fonction. Parvenus au pouvoir, dans un contexte de dénonciation systématique, quasiment générale, de la corruption, on s'imaginait que les membres des deux branches du gouvernement, le CTP multicéphale de neuf membres (dont sept dotés du pouvoir de vote et deux observateurs), et la primature, devraient être au-dessus de tout soupçon. Mais à peine quelques semaines après leur entrée en fonction, tour à tour, le 25 avril 2024 et le 12 juin 2024, ces trois conseillers-présidents n'ont pu résister à la tentation d'exécuter ce qu'ils considéraient être leur objectif premier.

Ce geste des trois membres du CPT confirme les préoccupations émises, dès le début, par *Haïti-Observateur*, dénonçant la mise sur pied de la présidence multiforme, structure inventée par les secteurs ayant participé aux discussions qui ont abouti à la formation de ce système gouvernemental inconstitutionnel créé, non pour défendre les intérêts du peuple haïtien, mais plutôt pour

s'offrir des créneaux leur permettant de grossir leurs comptes en banque. En ce sens, il y a fort à parier qu'une enquête approfondie révélerait d'autres scandales du même genre imputables à ces trois hommes, voire même à d'autres, qui n'ont pas été encore dénoncés. Car tel est le motif derrière la création de ce mode d'Exécutif. De toute évidence, histoire de fournir au plus grand nombre de conseillers présidentiels l'occasion de ramasser, à leur tour, des millions.

Mais où est l'indignation, qui aurait dû se manifester chez les autres membres du CPT, ou encore à la primature, en dépit du fait que les deux membres non-votants de cette institution aient réclamé le retrait pur et simple de MM. Gilles, Augustin et Vertilaire de l'institution présidentielle ? Au fait, bien que les dénonciations de cet acte de corruption flagrante fusent de toutes parts, notamment dans la presse non stipendiée, de la société civile et d'autres secteurs de la vie nationale d'Haïti, les décideurs politiques restent terrés dans leur silence, une attitude objectivement assimilée à la solidarité envers les trois membres dénoncés de corruption du CTP. Faute de trouver une expression moins hostile pour caractériser cette entité, avec trois conseillers-présidents sur 7, moins les deux membres non-votants, le CPT est corrompu à 0,6 %. Quand la réalité sociopolitique d'Haïti est exposée au monde entier, comme elle s'affiche présentement, on peut imaginer ce que pense le monde de la majorité des Haïtiens. Avec de telle donnée, à quel espoir d'un renouveau peut-on s'attendre ?

Mais cette situation est encore plus grave. Alors que, chez les pays dits « *partenaires d'Haïti* », la démission des accusés se fait automatiquement, en raison de telle accusation, sous l'administration intérimaire, présentement, le lanceur d'alerte est celui qui essuie la punition des décideurs. Aussi Raoul Pierre-Louis a-t-il été banni de la présidence du Conseil d'administration de la BNC. Pourtant, les trois présumés corrompus, Gilles, Augustin et Vertilaire, restent fermement à leur poste, malgré le blocage que cela entraîne au CPT. Dans de telles conditions, l'observateur objectif n'est-il pas, le plus naturellement du monde, susceptible de conclure à l'impossibilité de nettoyer les écuries d'Augias, par rapport à la corruption ? Ou tout au moins une gageure dans le choix de dirigeants crédibles et intègres, en Haïti ?

Mais l'attitude des secteurs ayant fait choix de ces trois hommes consti-

tue une autre couche de révélations de la « *réaction naturelle* » des trois présidents-conseillers. Si le groupe de l'Accord du 21 décembre avait, assez tôt, évoqué la mise à l'écart de leur candidat, le Dr Gilles, les deux autres secteurs ont, carrément, résisté à une telle idée. Dans un premier temps, la coalition « *EDE-RED-Compromis historique* » réitérait son support du maintien en poste d'Augustin, assimilant les révélations de Pierre-Louis à une conspiration visant à écarter leur candidat du leadership du CPT. Dans un second temps, un schisme s'est produit au sein de cette structure, à la faveur d'un revirement de Claude Joseph, désormais partisan du bannissement de la structure présidentielle du représentant de la formation politique dont il fait partie. Une décision attribuée à la visite du secrétaire d'État américain Antony Blinken, qui aurait, dit-on, formulé une « *annulation de visa* » à son encontre. Quant à l'organisation politique Pitit Dessalines, dont le chef de file est l'ex-sénateur et ancien candidat à la présidence Moïse Jean-Charles, son appui de Vertilaire reste encore inchangé. Bien que, après sa rencontre avec M. Blinken, l'ancien parlementaire ait modifié un peu sa position, disant qu'il faut encore du temps à Pitit Dessalines avant d'arriver à une telle décision.

À ce tournant, soit des semaines après l'éclatement de ce scandale au sein du CPT, les trois conseillers présidentiels dénoncés pour corruption n'affichent aucune volonté de se retirer, chacun d'eux ayant élaboré des défenses individuelles et séparées, mais tous évoquant le principe de « *présomption d'innocence* ». Il semble que cette attitude s'inspire de l'attente de la publication prochaine de l'enquête sur cette affaire lancée par l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC).

Mais les secteurs proches des trois conseillers-présidents mis en cause ont élaboré une stratégie d'intimidation dirigée contre l'ex-président du Conseil d'administration de la BNC, dont l'objectif consiste à le diaboliser, attaquant sans réserve son refus d'une confrontation directe de MM. Gilles, Augustin et Vertilaire.

En effet, M. Pierre-Louis avait toujours posé, comme condition de cette confrontation, le retrait du CPT des trois conseillers à l'origine du scandale ayant éclaté à la BNC. Et pour cause ! Quand bien même Haïti ferait l'expérience d'une présidence multicéphale, moins les membres votants du CPT, les sept membres votants ont chacun le poids d'un chef d'État individuel dans

les grandes décisions de l'administration publique. Autrement dit, autant la présidence monocéphale met son poids dans la balance, par rapport aux verdicts publics, autant aussi, pris individuellement, les membres du CTP influencent les jugements officiels. Sur tout, en Haïti, où la Justice est vassalisée par l'Exécutif. C'est donc par crainte de se voir faire le dindon de la farce, dans cette affaire, que l'ancien chef du Conseil d'administration de la BNC se rebiffe contre l'idée de confronter « *trois présidents* » et non « *trois citoyens* ». Un tel scénario conforterait bien la primature et le reste du CPT, qui seraient soulagés du devoir d'intervenir dans ce dossier.

Bien que, d'un côté comme de l'autre, le silence soit maintenu, en ce qui concerne le point de vue émis par Antony Blinken sur l'affaire des 100 millions de gourdes (789 000 \$), le fait par les parties de modifier leurs positions suggère la réprobation du chef de la diplomatie américaine de l'agissement des acteurs, tous niveaux confondus.

Dans cet ordre d'idées, quand bien même les fils authentiques d'Haïti repousseraient l'attitude consistant à reconnaître les Américains comme étant les « *donneurs d'ordres* » aux dirigeants haïtiens, il faut leur imputer l'obligation de trancher, dans le sens des intérêts du peuple haïtien, dans ce dossier. Car, pour avoir été le créateur du CPT et des primatures post-Jovenel Moïse, le gouvernement américain porte l'entière responsabilité des dérives accouchées par l'équipe placée à la tête du pays. Dans ce contexte, on peut dire que les Américains, quoi qu'ils disent et fassent, ont largement contribué à la promotion de la corruption en Haïti, une culture qui prévaut au sein de l'administration publique.

**HAÏTI OBSERVATEUR**  
Haïti-Observateur  
P.O. Box 356237  
Briarwood, N.Y. 11435-6237  
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION	
<b>HAÏTI</b>	<b>ÉTAT-UNIS</b>
Haïti-Observateur 98 Avenue John Brown, 3ème étage Maison de la Presse, Haïti Tél: (509) 223-4750 ou (509) 223-4755	1 an (12) : 140,00 \$ (pour un (1) an) 6 mois (6) : 70,00 \$ (pour un (1) an)
<b>CANADA</b>	<b>AFRIQUE ET ASIE</b>
Haïti-Observateur Gerald Louis Jacques 514, 511 6434 15-ème 138, Ottawa 12275 Javel / Ottawa Métro HONOLULU	1 an (12) : 100,00 \$ (pour un (1) an) 6 mois (6) : 50,00 \$ (pour un (1) an)
<b>EUROPE, AFRIQUE ET ASIE</b>	<b>CARIBBE ET AMÉRIQUE LATINE</b>
Un service spécial est offert à partir de Paris. Adresse de l'abonné ou John Clément Vasson 12-C Avenue Edouard, 1ère Ét. # 1 93370 La Plé St. Germain France Tél: (33) 1 43 62 25 10	Tarif 1 an (12) : 120,00 \$ (pour un (1) an) 6 mois (6) : 60,00 \$ (pour un (1) an)
<b>EUROPE</b>	
1 an (12) : 75,00 \$ (pour un (1) an) 6 mois (6) : 37,50 \$ (pour un (1) an)	
Nom/Prénom _____	
Company/Compagnie _____	
Address/Adresse _____	
City/Ville _____	
State/État _____	
Zip Code/Code Postal _____	
Country/Pays _____	
Il est à noter que les tarifs sont en dollars américains et en euros.	



# EDITORIAL



## The BNC 100 million gourdes affair: The bribe culture exposed to the whole world

There's a saying that's often heard in government circles when scandals erupt: "Dirty laundry runs in the family." These words don't seem to hold true in today's world, dominated by social networks. Thanks to the latter, in addition to traditional media outlets, the three members of the Interim Presidential Council (French acronym CPT) implicated in the 100 million gourdes (\$760,000) scandal at the National Bank of Credit (French acronym BNC) are making headlines, their names on everyone's lips, especially in the wrong direction. In addition to eliciting the most unfavorable comments, in all self-respecting newspapers, including major international dailies with large circulations.

For several weeks now, the names of three presidential advisors have been in the news, exposing their misdeeds to the whole world as the "BNC scandal". Smith Augustin, representing the "EDE-RED-Compromis historique" coalition on the CPT; the December 21 Accord, which appointed Dr Louis Gérald Gilles; and the political group Pitit Dessalines, which elected Emmanuel Vertilaire. These three members of the rotating Interim Executive, the country's highest political body, are at the heart of a mega scandal. The former president of the National Bank of Credit (French acronym BNC,) Raoul Pierre-Louis, accused them of having demanded the sum of 100 million gourdes (\$760,000) from him in order to remain in office. Once in power, against a backdrop of systematic, almost blanket denunciation of corruption, it was imagined that the members of the two branches of government, the nine-member, multi-headed CPT (seven of whom have voting powers, plus two observers) and the Prime Minister's Office, would be above suspicion. But just a few weeks after taking office, on April 25 2024 and June 12 2024 in turn, these three councillor-presidents were unable to resist the temptation to carry out what they considered to be their primary objective.

This move by the three CPT members confirms the concerns expressed from the outset by *Haiti-Observateur*, denouncing the setting up of the multiform presidency, a structure invented by the sectors that participated in the discussions that led to the formation of this unconstitutional governmental system created, not to defend the interests of the Haitian people, but rather to provide themselves with niches enabling them to fatten their bank

accounts. In this sense, it's a safe bet that a thorough investigation would reveal other scandals of the same kind attributable to these three men, or even to others who have not yet been denounced. For such is the motive behind the creation of this Executive Mode. Obviously, to provide as many presidential advisors as possible with the opportunity to make millions in their own right.

But where is the indignation, which should have manifested itself among the other members of the CPT, or even at the Prime Minister's Office, despite the fact that the two non-voting members of this institution have called for the outright removal of Messrs Gilles, Augustin and Vertilaire from the presidential institution? In fact, although denunciations of this blatant act of corruption are pouring in from all quarters, notably from the non-stipendiary press, civil society and other sectors of Haiti's national life, political decision-makers remain holed up in their silence, an attitude objectively equated with solidarity towards the three denounced corrupt members of the CPT. For want of a less hostile expression to characterize this entity, with three councillor-presidents out of 7, minus the two non-voting members, the CPT is 0.6% corrupt. When Haiti's socio-political reality is exposed to the world, as it is now, one can only imagine what the world thinks of the majority of Haitians. With data like this, what hope for renewal can we expect?

But this situation is even more serious. Whereas in the so-called "partner countries of Haiti," the resignation of the accused is automatic, because of such and such an accusation, under the interim administration, at present, the whistle-blower is the one who is punished by the decision-makers. As a result, Raoul Pierre-Louis was banned from chairing the BNC Board of Directors. Yet the three alleged corrupters, Gilles, Augustin and Vertilaire, remain firmly in their posts, despite the blockage this has caused at the CPT. Under such conditions, wouldn't an objective observer naturally conclude that it's impossible to clean out the Augeas stables of corruption? Or at the very least, a challenge in the choice of credible and honest leaders in Haiti?

But the attitude of the sectors which chose these three men constitutes another layer of revelations of the "natural reaction" of the three president-councillors. While the December 21 Accord group was quick to suggest that their candidate, Dr Gilles, should be

sidelined, the other two sectors flatly resisted such an idea. At first, the "EDE-RED-Compromis historique" coalition reiterated its support for Augustin's retention in office, likening Pierre-Louis' revelations to a conspiracy to remove their candidate from the CPT leadership. Subsequently, a schism arose within the structure, with Claude Joseph reversing his position and advocating the banishment from the presidential structure of the representative of the political group to which he belonged. A decision attributed to the visit of US Secretary of State Antony Blinken, who is said to have sued a "visa cancellation" against him. As for the political organization Pitit Dessalines, whose leader is former senator and presidential candidate Moïse Jean-Charles, its support for Vertilaire remains unchanged. Although, after his meeting with Mr. Blinken, the former parliamentarian modified his position a little, saying that Pitit Dessalines still needs time before reaching such a decision.

At this juncture, weeks after the scandal broke within the CPT, the three presidential advisors denounced for corruption show no desire to withdraw, each of them having drawn up individual and separate defenses, but all invoking the principle of "presumption of innocence". It seems that this attitude is inspired by the expectation of the forthcoming publication of the investigation into this affair launched by the Unité de lutte contre la corruption (ULCC).

But the sectors close to the three accused councillor-presidents have devised an intimidation strategy aimed at demonizing the former Chairman of the BNC Board of Directors, unreservedly attacking his refusal of a direct confrontation with Messrs Gilles, Augustin and Vertilaire.

Indeed, Mr. Pierre-Louis had always made it a condition of this confrontation that the three advisors behind the BNC scandal should be removed from the CPT. And with good reason! Even if Haiti were to experiment with a multi-headed presidency, the voting members of the CPT each carry the weight of an individual head of state in major public administration decisions. In other words, as much as the single-headed presidency puts its weight in the balance, in relation to public verdicts, so too, taken individually, do the members of the PTC influence official judgments. Especially in Haiti, where the Judiciary is vassalized by the Executive. It is therefore out of fear of being made the fall guy in this affair that the former

head of the BNC Board of Directors is rebelling against the idea of confronting "three presidents" rather than "three citizens". Such a scenario would reassure the Prime Minister's Office and the rest of the CPT, who would be relieved of their duty to intervene in this matter.

Although silence has been maintained on both sides regarding Antony Blinken's views on the 100 million gourdes (\$789,000) affair, the fact that the parties have modified their positions suggests that the head of U.S. diplomacy disapproves of the actions of players at all levels.

With this in mind, even if the true sons and daughters of Haiti were to reject the attitude of recognizing the Americans as the ones who "gave orders" to Haiti's leaders, they would still be obliged to make a decision in the interests of the Haitian people. Having created the CPT and the post-Jovenel Moïse Prime Ministers, the American government bears full responsibility for the excesses of the team at the head of the country. In this context, it can be said that the Americans, whatever they say and do, have largely contributed to the promotion of corruption in Haiti.

**HAITI** 2024  
**OBSERVATEUR**

Haiti-Observateur  
P.O. Box  
356237  
Briarwood, N  
Y 11435-  
6235Tél.  
(718) 812-  
2820

**SUBSCRIPTION FORM**  
**BULLETIN DE SOUSCRIPTION**

<p><b>HAÏTI</b></p> <p>Haiti-Observateur 98 Avenue John Brown, Terre-Éclairée Haiti (Cap-Haïtien, Haïti) Tél: (509) 223-0170 (509) 223-0170</p> <p><b>CANADA</b></p> <p>Haiti-Observateur General Louis Jacques 514-221-8434 15-16th St. Montreal 12270 Javelin / Cassavant Montreal H3M 1C7</p> <p><b>EUROPE, AFRIQUE ET ASIE</b></p> <p>Unité de lutte contre la corruption de Paris, Université du Travailleur et Jean-Claude Valentin 134 Avenue Edouard, 91180 Athis-Mors 93370 Le Tremblay / St. Denis / France Tél: (33) 1 43 43 18 10</p>	<p><b>ÉTATS-UNIS</b></p> <p>1ère classe 140115 \$15 (pour les 12 mois) 80.00 \$ US pour un (1) an</p> <p><b>AFRIQUE ET ASIE</b></p> <p>595.00 TT pour les 12 mois 1206.00 TT pour un (1) an</p> <p><b>CARIBBE ET AMÉRIQUE LATINE</b></p> <p>1ère classe 975.00 US pour un (1) an 1152.00 US pour un (1) an</p> <p><b>EUROPE</b></p> <p>75.00 € pour un (1) mois 125.00 € pour un (1) an Annulation ou modification possible tous les mois</p>
---	---

Name/Prénom: \_\_\_\_\_

Country/Compagnie: \_\_\_\_\_

Address/Adresse: \_\_\_\_\_

City/Ville: \_\_\_\_\_ State/État: \_\_\_\_\_

Zip Code/Code Régional: \_\_\_\_\_ Country/Pays: \_\_\_\_\_

Il n'y a pas de frais de port pour les envois internationaux.





# FOOTBALL MASCULIN HAÏTIEN

## Deux victoires pour la Sélection haïtienne dans la Ligue des nations de la CONCACAF

Par Ricotta Saintil

La sélection haïtienne de football a disputé deux rencontres dans le cadre de la Ligue des nations de la CONCACAF. Le premier match contre Porto Rico a été marqué par un retournement de situation spectaculaire. Haïti, après avoir été mené au score, a su renverser la vapeur pour finalement s'imposer 4-1. Malgré ce résultat les doutes persistent quant au niveau réel de cette équipe qui peine à convaincre sur le plan du jeu.

Lors du deuxième match, Haïti

affrontait une équipe bien plus faible, celle de Saint-Martin. Cette rencontre s'est avérée être une simple formalité pour les Grenadiens, qui l'ont emporté 6-0 sans grande difficulté. Toutefois, cette victoire éclatante contre une opposition de faible calibre ne suffit pas à dissiper les interrogations autour de la sélection haïtienne, notamment concernant la qualité du fond de jeu proposé par les hommes de Sébastien Migné.

En effet, depuis sa prise de fonction, Migné n'a pas encore montré une réelle capacité à faire jouer Haïti de manière cohérente. Malgré la présence

de joueurs évoluant en Europe, beaucoup de ces derniers ont du mal à s'imposer dans leurs clubs respectifs, ce qui soulève des questions sur leur apport en sélection. Les choix tactiques du sélectionneur restent souvent flous, et l'équipe manque de régularité dans ses performances, ce qui est inquiétant à l'approche de compétitions plus relevées.

Par ailleurs, le travail du comité de normalisation de la Fédération haïtienne de football (FHF) est également remis en question. Ce comité, mis en place pour sortir le football

haïtien de la crise, semble incapable de redresser la situation. Les joueurs locaux se retrouvent majoritairement au chômage. Aucune politique solide n'a été mise en place pour revitaliser le football haïtien. Ce manque de direction contribue à l'effondrement du niveau général du football dans le pays.

Il apparaît de plus en plus évident que la sélection haïtienne ne peut se passer de ses joueurs locaux. Ces derniers, bien encadrés et correctement formés, pourraient apporter un souffle nouveau à une équipe nationale en quête de stabilité. Mais

pour cela, la Fédération doit mettre en œuvre des solutions concrètes pour sortir le football de cette impasse et permettre aux talents locaux de s'épanouir.

Avec l'absence d'élection pour un nouveau comité exécutif et l'échec patent du comité de normalisation, la question se pose désormais : que fera la FIFA à la fin du mandat de ce comité de normalisation ? Le futur du football haïtien est incertain, et sans une réforme profonde, il sera difficile pour Haïti de redevenir une force compétitive dans la région.

R.S.

# LE FOOTBALL HAÏTIEN VERSION FÉMININE

## Les gloires du football féminin ont renouvelé leur foi et leur passion

Par Jacques Braves

Cette année encore, les anciennes étoiles du football féminin haïtien se sont rencontrées, comme elles le font depuis cinq ans, pour fraterniser, dis-



Frantzia François, l'ancienne de Anacaona de Léogane, une solide défenseuse centrale.

cuter, communier et magnifier la beauté du beau jeu, et jouer ainsi, à nouveau, du plaisir des retrouvailles,



Nadeigne Janvier, brillante défenseuse centrale d'Aigle Brillant du Bel-Air, initiatrice et cheville ouvrière de l'événement annuel.

et surtout de revivre, l'espace de deux courtes mi-temps, sur un rectangle vert, histoire de glorifier ce sport, le football, qui a façonné leur

vie et leur destin.

**Frantzia François : Merci ! Nadège Janvier : Merci !**

Pour cet été 2024 elles se sont retrouvées, d'abord le samedi 3 août, à Hyde Park, à Boston, pour le petit match traditionnel contre l'équipe des vétérans du syndicat des chauffeurs de cette ville ; puis, ce 1er septembre, à New York, à l'avant-veille du « Labor Day », pour le deuxième rendez-vous annuel, dans un petit match « chofe-jarèt » contre une équipe de vétérans.

**Un vrai pèlerinage**

Peut-être à cause du coût prohibitif des billets d'avion, à cette époque où beaucoup de gens voyagent vers New York pour participer au Carnaval antillais, elles n'ont pas été nombreuses et, malgré tout, se sont très amusées, d'autant que cette année il y'a eu une énorme surprise, une grosse attraction avec la participation d'une légende du football féminin, l'ancienne star de la première génération de l'AS Tigresses, la Gonaïvienne Vertulie Vincent, venue rehausser la fête; elle, qui fut un plaisir des yeux, étant une milieue relayeuse qui raflait des tas de ballons avec ses longues jambes d'échassier, et qui, aussi surprenait par ses tirs lointains en lob. Installée, depuis plus de quarante ans, à New York, et qui a montré, malgré le poids des ans, que ses jambes servaient encore plus qu'à marcher, elle a même régalié, par certains gestes, qui ont rappelé l'étendue de son talent, lorsqu'elle rayonnait, il y a plus d'un demi-siècle, au parc Sainte Thérèse, à côté des sœurs Gauthier (Antoinette, Jacqueline, Marie Louise, Rose), Rose Irène Verdier, Nella Joseph, Sonye Des sources, les sœurs Morisset (Nicole, Ketty, Anne André), l'architecte Ginette Chéribin, Camille Compère, l'artiste Yvette Simon, la petite Michelle Étienne, la portière volante Hansy Raymond Lesoufflair, Daniel le Augustin, les capitaines Jacqueline Georges et Danièle Darcy, la pimpante Nancy Alexandre, toute une période heureuse revenue à la mémoire en révoltant cette étoile que fut Toutoule.

**Marie Rosnie Exumé** Chaque année, toutes les anciennes

joueuses internationales haïtiennes de football féminin, à l'initiative de l'ex-star d'Aigle Brillant, Nadeigne Janvier, choisissent donc de fêter, à travers ces retrouvailles attendues à l'occasion de ces deux événements. Depuis deux ans l'événement prend une dimension XX car les jeunes, qui ont grandi, à travers Camp Nous, effectuent également le pèlerinage, et en profitent pour découvrir la passion et communier avec leurs aînées des autres générations, qui ont ouvert en Haïti la voie du beau jeu, du sport



À New York, les gloires d'Haïti.

roi aux femmes; c'était un pari, très difficile, à l'époque, impensable, dans une société imperméable aux changements, surtout lorsqu'ils concernent ce que, chez nous, ils appellent le sexe faible.

Conséquence de la destruction lente et continue de notre société, toutes celles, à quelques rares exceptions, qui, par leur courage, leur ténacité, ont bravé et surmonté tous les préjugés, les injures mêmes, les agressions pour imposer, faire cultiver et développer leur talent et arriver à faire carrière dans le beau jeu, ont été dans l'obligation — le mot n'est pas fort —, pour accéder à une qualité de vie décente et commode d'aller vivre aux USA, quelques rares au Canada et en France, comme Adeline Guerrier, butteuse des Gladiatrices, puis des Tigresses, bien installée en France depuis près de quarante ans. Oui Camp Nous, l'académie d'élite, installée à Croix des Bouquets, par la Fédération haïtienne de football (FHF) pour former, à l'instar des pays africains, des joueurs et joueuses fine fleur pour le lucratif marché

mondial, et qui a été fermée depuis quatre ans, a vu toutes les jeunes joueuses U14, U15, U-17, U20 et seniors se réfugier, éparpillées aux USA, notamment dans l'Indiana, Ohio, Atlanta, New York, et surtout Miami. Plusieurs d'entre elles étaient aussi de la fête pour retrouver, l'espace d'un week-end, la compagnie de quelques anciennes coéquipières. Ainsi, Sarafina Joseph, Jonie Gabriel, Abaina Louis, Taïna Gervais, Dolorès Thomas, à peine la vingtaine, étaient aussi du rassemblement de

début, Darlene Boursicot, Manouchka Pierre-Louis, Frantzia François, Marie Rosnie Exumé, Nadeigne Janvier, Mona Bercier.

Au rendez-vous de New York,



Dolores Thomas, jeune milieue formée à l'Académie d'Elite, 22 ans, grand espoir qui a joué le Mondial U20 en France voyageant depuis Miami, une carrière de star ratée.

début première rangée, Marie Lounie Valciné, à d. et à l'extrême gauche, Natacha Joachim, venue du



Marie Rosnie Exumé, infatigable demie d'Aigle Brillant de l'âge d'or.

Canada; première rangée, de la g. Marie Camel Chéry et à l'extrême droite, Vertulie Vincent, cheveux blancs.